

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 6 MAI 1977
N° 443 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942
**

Lire en p. 12,
la suite de notre enquête :
«Ce temps qu'on nous vole»

Les petits matins
de l'Alsace
ouvrière

GISCARD ABSENT DU REPAS DE LONDRES

VALSE-HESITATION DEVANT L'EUROPE SUPRA-NATIONALE

NOUVEAU PROCÉDÉ FRANÇAIS D'ENRICHISSEMENT DE L'URANIUM

L'ENRICHISSEMENT SANS LE RISQUE

Un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium a été mis au point par les chercheurs du CEA (Centre d'Études Atomiques). C'est ce que Giraud, directeur du CEA a annoncé au conseil de politique nucléaire extérieur jeudi matin.

Ce procédé ne permet qu'un faible enrichissement qui interdit l'utilisation de l'uranium ainsi traité pour la construction de bombes atomiques, mais permet de les utiliser comme combustible dans les centrales nucléaires.

L'intérêt pour l'impérialisme français de ce procédé c'est qu'il lui permettra d'exporter des usines d'enrichissement sans que cela risque de remettre en cause le monopole que seule la Cise a brisé.

Carter voulait imposer aux impérialismes secondaires de cesser leurs exportations de technologie nucléaire, pour éviter que d'autres pays, notamment ceux du Tiers Monde puissent construire des bombes atomiques, et pour conserver le monopole US sur le marché du nucléaire.

En présentant le nouveau procédé à la conférence de Salzbourg, la France contre les arguments américains sur le «danger de prolifération» et peut prétendre exporter des centrales et des usines d'enrichissement.

Parmi les questions posées par le sommet de Londres des pays riches occidentaux, on remarque particulièrement les problèmes de l'industrie nucléaire, sur laquelle s'opposent la France et les États Unis. Mais une discussion s'est également instaurée sur la participation instaurée sur la participation d'un représentant de la Communauté Européenne à cette réunion.

La C.E.E. doit-elle ou non participer en tant qu'entité distincte à une série de négociations internationales ? A chaque fois qu'elle le fait, c'est un peu de la souveraineté des États européens qui la composent qui s'en va.

LIRE
NOTRE ARTICLE EN P.3

Projet de loi
sur la
consom-
mation

Opération
publi-
citaire de
Scrivener

«Le paratonnerre du consommateur pour sa vie quotidienne», voilà ce que doit être, selon Christiane Scrivener, la secrétaire d'État à la consommation, le projet de loi sur la protection du consommateur. Cette formule que Scrivener a dû longuement ruminer, indique le sens du projet en question : une opération publicitaire qui recouvre bien peu de chose. Dans une période où le pouvoir d'achat des travailleurs ne cesse de diminuer, parler de défense des consommateurs ne manque pas de cynisme, d'autant que le projet n'offre aucune garantie nouvelle et sérieuse.

LIRE

NOTRE ARTICLE EN P. 6

Rencontre Viet-
nam-USA : plus
d'opposition US
à l'entrée du
Vietnam à
l'ONU

LIRE
NOTRE ARTICLE
EN P.8

PALESTINE OCCUPÉE

Manifestations
après l'assassinat de
deux Palestiniens

LUTTE CONTRE
LES NOUVELLES
COLONIES
SIONISTES



L'armée israélienne a tiré deux fois contre les habitants de Qabbatiyah (12 000 habitants). Une femme de 55 ans et un jeune homme de 15 ans ont été ainsi assassinés.

A tout prix, l'armée israélienne veut briser l'opposition du peuple de Palestine au plan de la colonisation dont la mise en œuvre s'accélère, tandis que se rapproche les élections israéliennes.

Le renforcement et la multiplication des colonies dans les territoires occupés depuis 1967 montrent qu'Israël ne veut pas se retirer, que tous les plans de règlement qui reposent sur l'hypothèse d'un repli israélien ne sont rien, Israël bénéficiant de l'agrément implicite des États Unis pour ses plans.

Le peuple de Palestine n'attend pas des spéculations sur la conférence de Genève qu'elles lui rendent sa terre. C'est tout de suite, maintenant que l'ennemi veut s'emparer de ses terres qu'il engage le combat.

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 7)

GALLEY, MINISTRE
DE LA COOPÉRATION,
À ZOUERATE
(MAURITANIE)

ENCORE PLUS
D'ARMES
FRANÇAISES
CONTRE
LE PEUPLE
SAHRAOUI

Lire en p. 7,
le communiqué du Front Polisario

FEISSENHEIM :

Incident
à la centrale
nucléaire
Le réacteur N° 1
est arrêté

LIRE

NOTRE INFORMATION EN P.6

Nucléaire

Monopole
américain ?

(LIRE NOTRE ARTICLE
EN P. 3)

POLITIQUE

FIASCO DE LA TOURNÉE DES PATRONS AUX USA

Par une coïncidence qui n'est certainement pas fortuite, Rossi, le ministre du commerce extérieur est en voyage aux États Unis au moment même où un certain nombre de grands patrons français effectuent le même voyage, sous l'égide du journal patronal «Le Nouvel Economiste».

Malgré l'ampleur des moyens, cette entreprise de démarchage à grande échelle ne semble pourtant pas être un succès.

Si Carter a accepté de recevoir les patrons français (ceux de Thomson-CSF, de Schneider, de Havas, de Renault ou du Crédit Lyonnais), il a refusé de se faire photographier avec eux, tandis que ses proches collaborateurs, ceux qui en fait traitent les dossiers, ont quant à eux, refusé de les recevoir. Le seul dirigeant américain à s'occuper quelque peu des patrons français a été... Kissinger, qui n'a plus maintenant aucune responsabilité.

A ces réceptions peu cavalières sont venus s'ajouter des problèmes politiques plus importants : profitant du plan Carter d'économie d'énergie, les industriels français de l'automobile demandaient un dégrèvement d'impôt pour favoriser l'exportation des voitures de petites cylindrées. Réponse américaine : d'accord, mais sur la base des chiffres actuels d'importation, ce qui correspond forcément à un dégrèvement infime. Les patrons français et leur ministre sont aux États-Unis dans une situation inconfor-

table : eux qui, en France, ne cessent de dénoncer le programme commun et les risques d'accession de la gauche au pouvoir, sous des termes les plus noirs, devaient aux USA rassurer les éventuels acheteurs en leur expliquant qu'en tout état de cause, cela n'aurait pas si mal pour le capitalisme en France après 78. Rossi paraît-il, excelle dans ce genre d'explication.

Au contraire du chef de la délégation des patrons français, le baron Guy de Rothschild a vanté «l'intelligence, le dévouement, l'honnêteté de mes amis socialistes français» pour aussitôt ajouter que ceux-ci étaient aux mains du PCF, et qu'inévitablement, l'économie française se tournerait vers l'URSS en cas de victoire de la gauche.

Le séjour des patrons n'est pas terminé, et il est probable que certains contrats ramenés vont être exploités avec force publicité. Ce qui ne peut évidemment pas transformé en succès ce qui n'est qu'un échec supplémentaire pour la bourgeoisie française.

La bataille de la taxe professionnelle est commencée

Premier épisode hier : les commissions chargées d'examiner le projet avant le débat parlementaire, ont celle du sénat comme celle de l'assemblée nationale, refusé en bloc le projet. Le représentant du gouvernement, Boulin, devra donc défendre seul le projet.

Pendant ce temps, Barre et son plan-bis était accueilli au Sénat de la même manière qu'à l'Assemblée. Une seule différence : aux critiques du RPR et de la gauche sont venues s'ajouter des critiques des centristes, et même des RI !

Dispute pour un héritage

La liste des faits, gestes et déclarations qui se veulent plus gaullistes les uns que les autres vont bon train.

Il y a quelque temps, Giscard recevait le ministre des affaires inter-gouvernementales du Québec...

Avant hier, Chirac annonçait un défilé sur les champs Élysées le 8 mai qui grâce à Giscard n'est plus férié.

Aujourd'hui on apprend que Giscard se rendra au quartier général de De Gaulle à Londres entre 40 et 44 le 8 mai.

Quelques temps après avoir nommé Philippe, De Gaulle vice amiral d'escadre... Qui aura le label ?

Conseil des Ministres

SONDAGES : "MORALITE" GISCARDIENNE

Le conseil des ministres de mercredi a décidé de s'attaquer au problème des sondages. Une série de mesures va être mise à l'étude qui devra comporter les points suivants :

- Interdiction de publier des sondages électoraux 8 jours avant la date des élections.
- Définition des conditions de leur réalisation et publication en même temps que le sondage de ces conditions.
- Définition des règles de «moralité» de la profession. Seuls les instituts qui rempliraient les conditions requises auraient le droit - qui pourrait leur être retiré éventuellement - de publier des sondages.

C'est à l'occasion des dernières municipales que le problème était apparu avec force.

A cette occasion une multitude de sondages avaient été publiés dont certains étaient tellement contradictoires que l'image de sérieux avait «souffert»...

Supprimer les abus en éliminant les brebis galeuses de la profession, en définissant mieux les échantillons, voilà une réforme d'une très grande portée !...

Qu'apporte aux travailleurs la publication de ces «photographies de l'opinion», que prétendent être les sondages ? Ils apparaissent bien plus tôt comme le moyen pour les différents candidats de juger si leurs mensonges les plus récents, leur dernière apparitions à la TV leur a fait gagner quelques points.

Que les sondages soient souvent réalisés malhonnêtement, c'est évident ; qu'on se souvienne que l'institut «Public SA» avait publié un sondage qui s'est avéré faux en prétendant avoir sondé 13 000 personnes en 3 jours ce qui est impossible. Un enquêteur «sérieux» ne peut interroger plus de 8 personnes par jour ; même si tout le personnel de cet office s'était mis au travail simul-

tanément. Public SA n'aurait jamais pu atteindre ce chiffre car il est vrai que ce sondage avait un tout précis : favoriser encore un peu plus Chirac à Paris.

En plus des conditions de réalisation des sondages se pose le problème tout aussi scandaleux de leur utilisation par les différents candidats. N'a-t-on pas vu à Toulon un candidat publier par tract un sondage vieux de trois semaines avec la mention «dernière minute» ? Faire disparaître ces «abus», les rendre plus discrets c'est l'objectif de Giscard qui pense sérieusement à soigner son image de marque au moment où un

nouveau sondage donne 56% à la gauche pour 78.

Mais comme toutes les «réformes» de Giscard, elle est en trompe l'œil, elle vise à assainir la pratique du sondage pour mieux pouvoir les continuer. Qu'y a-t-il de démocratique dans ces enquêtes alors que l'opinion de l'électeur est façonnée, manipulée par un matraquage intense et permanent.

Qu'y a-t-il de démocratique dans les questions posées dont la réponse ne sera pas le résultat d'un débat d'idées au sein du peuple ?

François MARCHADIER

Si c'est comme ça, je ne joue plus

C'est en substance ce qu'a déclaré le directeur de l'IFOP à «Europe 1», tout à fait mécontent du train de mesures pris par le gouvernement concernant la réglementation des sondages. Il menace de ne plus réaliser aucun sondage pour des organisations politiques ou des journaux, un ou deux mois avant la date des élections. Sauf pour l'étranger, profit oblige !

Barre sanctionne des entreprises qui avaient «trop augmenté leurs ouvriers»

Trois petites entreprises de travaux publics de Bretagne augmentent leurs ouvriers de 2,5% dans le premier trimestre. Rien de très étonnant à cela, il s'agit simplement d'un rapport de force que les travailleurs ont construit en leur faveur. Mais aujourd'hui, ces trois entreprises se voient retirer les possibilités de travailler pour l'État. Motif : elles n'ont pas appliqué le plan Barre, qui ne prévoit que le maintien du pouvoir d'achat, c'est-à-dire, selon les chiffres gouvernementaux, des augmentations maximum de

1,9% pour le premier trimestre. Les recommandations du CNPF en matière de salaire vont même plus loin dans cette partie de l'application du plan Barre : pas plus de 1,5% d'augmentation. Les patrons exploitent les travailleurs, il leur verse des salaires de misère. Quand les ouvriers entrent en lutte, l'État leur envoie ses flics. Barre va encore plus loin : quand des patrons coupables d'avoir été trop faibles, de n'avoir pas tenu bon face aux travailleurs.

...Battu, mais content

Ils sont 40, mais qui connaît leur nom ? Ils ont été pour beaucoup d'entre eux, désignés parce que d'autres ne voulaient pas de leur place. Certains sont membres d'un parti politique, le RPR, par exemple, mais les instances normales de leur parti leur sont fermées. Quand ils se présentent au parlement, leur chef à leur tête, c'est pour recevoir une volée de bois vert. Quand ils font une loi, c'est pour entendre les masses huer leur nom : à bas la loi-Veil, à bas le plan Barre, à bas les mesures Beullac, etc...

Pour tout le monde, même pour eux, ils sont des sursitaires, des gens qui, au mieux resteront en place 10 jours.

Qu'importe cette faiblesse, qu'importe cette fadeur, qu'importe cette impopularité totale : Giscard est content. Il l'a dit : «Je félicite le gouvernement de donner, dans les circonstances politiques actuelles, l'exemple de la cohésion et de l'attachement exclusif à la cause de l'intérêt national».

LES DÉCHETS DES CRS

Le syndicat national indépendant et professionnel, qui regroupe des CRS des 60 unités à travers la France, a au moins le mérite de voir les choses en face. C'est ce qui ressort des travaux de son congrès, qui s'est tenu pendant trois jours à Perpignan.

Les CRS ne peuvent être aimés des travailleurs ; ils le reconnaissent et ce, quelque que soit le gouvernement : «Nous savons qu'aucun gouvernement, de gauche, de droite ou du centre, ne se privera des forces mobiles que nous sommes».

Les CRS se rendent bien compte également, même s'ils le regrettent, du type d'élément que la bourgeoisie recrute. Et ils ont cité des faits : des élèves gardiens

de la paix à Sens arrêtés par la police pour divers méfaits ; la recrudescence de l'alcoolisme, et même de la drogue ; les départs précipités de CRS parce qu'on avait découvert leur casier judiciaire ; le fait que, sur 44 recrues d'une CRS en 76, 22 aient été révoqués pour des délits du genre agression de personnes âgées, attentats à la pudeur, coups et blessures, etc.

Pour conclure, le syndicat de CRS a bien précisé qu'il ne fallait pas compter sur les CRS pour une quelconque «stratégie de tension» avant les élections. Fidèles serviteurs de la bourgeoisie, ils entendent ne prendre position ni pour la gauche ni pour la droite.

Mouvement préfectoral

Un nouveau mouvement préfectoral, de moindre ampleur que celui d'il y a 3 semaines, vient d'être décidé par le conseil des ministres. C'est ainsi que le Puy-de-Dôme, la Sarthe, les Deux-Sèvres et St Pierre et Miquelon changent de préfet. D'autre part, Prioux, un ancien UNR devient directeur du cabinet de Haby, ministre de l'éducation nationale.

Le gouvernement continue à préparer à sa manière les élections de 78, ainsi que la réorganisation de la haute administration, dont certains éléments seraient de plus en plus «sensibles» aux arguments de la gauche.

Giscard absent de Londres

VALE HESITATION DEVANT L'EUROPE SUPRA-NATIONALE

Cette fois-ci, le président de la Commission Européenne, Jenkins, participera à la moitié de la réunion qui rassemble à Londres, les chefs d'État des pays riches : présent au repas de vendredi soir, il ne sera pas là le samedi, mais reviendra le dimanche, au moment de la discussion des questions commerciales, des problèmes énergétiques et des relations avec le Tiers Monde : trois sujets importants de la conférence.

Cette participation est le fruit d'un compromis : avant la dernière réunion des chefs d'État et de gouvernement européens à Rome, le gouvernement français s'y était ouvertement opposé. La quasi totalité de ses partenaires adoptant une position contraire, il se résignait finalement à reculer : d'où cette présence à mi-temps de Jenkins, ce week-end. Il semble bien que l'absence, vendredi soir, de Giscard, au repas qui ouvrira la conférence soit liée à la présence à table du président actuel de la commission européenne.

Les raisons de l'hostilité traditionnelle de notre bourgeoisie à l'extension trop grande des pouvoirs de l'Europe sont connues : elles tiennent dans les liens étroits qu'entretiennent les États-Unis avec les principaux pays européens, tels que l'Allemagne et la Grande-Bretagne, mais aussi avec d'autres tels que les Pays-Bas. Chaque fois que l'Europe prend plus de poids par rapport à ses membres pris séparément, c'est en fait, depuis 1974, les États-Unis qui marquent des

points. Dans son interview aux télévisions européennes, Carter s'affirmait encore partisan d'une «Europe forte», ce qui est différent de pays européens forts.

Reste à mesurer le degré de résistance que notre bourgeoisie offre aujourd'hui à ces entreprises «supra-

nationales». A Rome, plutôt que de se battre jusqu'au bout, Giscard a préféré chercher un terrain d'entente sur la réunion de Londres. Et son gouvernement s'appête à présenter au vote du parlement français le projet d'élection du parlement européen au suffrage universel. Quelles que soient les «garanties» dont ce texte sera accompagné, elles n'empêcheront pas qu'un tel organisme, disposant de la crédibilité donnée par ce mode de désignation, pèsera d'un poids plus lourd que l'actuelle assemblée de Strasbourg, où les membres sont désignés par les assemblées de chaque pays.

Certes, le geste de mauvaise humeur de Giscard, ce soir, est aussi déterminé par des raisons de «politique intérieure» : il s'agit certainement pour lui d'éviter de donner prise à une attaque des anciens gaullistes sur le terrain de l'indépendance nationale. Mais on peut douter qu'un RPR dirigé par Chirac, dont le gouvernement s'était chargé de proposer l'élection du parlement européen au suffrage universel, ait une pratique fondamentalement différente de celle du président de la République, s'il se trouvait diriger effectivement les affaires.



Tindemans, Schmidt, Vyl et Callaghan, au dernier sommet européen de Rome : ils se sont entendus pour imposer à Giscard la présence du représentant de la CEE au sommet des pays riches.

Nucléaire

MONOPOLE AMÉRICAIN ?

Le conseil nucléaire qui se tenait hier à l'Élysée préparait visiblement les positions que le gouvernement français prendra sur cette question au sommet des «pays riches» de Londres. Lors de son interview accordée aux télévisions européennes, le président américain Carter a en effet bien rappelé quelle est sa position en ce domaine : opposition au développement des techniques de retraitement mises au point en Europe, au profit exclusif des techniques d'enrichissement mises au point par les États-Unis.

Le débat porte prétendument sur la question de la prolifération des armes nucléaires. Mais si le plutonium, utilisé dans les centrales sursurrégénératrices après retraitement, permet effectivement de fabriquer des bombes, il en va de même pour l'uranium enrichi qui sert de combustible dans les techniques américaines. La question réelle n'est donc pas là.

Le fond, c'est que les techniques européennes de retraitement sont beaucoup plus avancées que celles des

États-Unis ; dans ce domaine, la France fait figure de tête de file, car ses recherches et applications pratiques, avec l'usine de retraitement de la Hague et le sursurrégénérateur expérimental Phénix, sont les plus avancées. La question est donc : ou bien l'Europe, et principalement la France, se trouvera en mesure de faire une percée sur le marché nucléaire mondial, particulièrement en direction du Tiers-Monde, ou bien les États-Unis s'adjugeront le monopole de ce marché.

Depuis l'été dernier, le conflit est public. C'est à propos de la vente d'une usine de retraitement française que Kissinger se fâchait à l'époque. Aujourd'hui, cette question n'est pas encore réglée, non plus que celle de la vente d'une usine par l'Allemagne au Brésil.

Depuis, les propositions américaines se sont encore durcies, Carter posant un barrage plus rigide que celui de ses prédécesseurs au développement des techniques de retraitement. Côte française, le 16 décembre dernier, le gouvernement annonçait qu'il «n'autorisait plus, jusqu'à nouvel ordre, la signature de contrats bilatéraux, portant sur la vente à des pays tiers d'installations industrielles de retraitement de combustible irradié». Tout en maintenant la vente au Pakistan, c'était une ga-

rantie donnée aux États-Unis pour l'avenir.

Ceux qui verraient dans la campagne de Carter un quelconque souci écologique seront bien surpris par le résultat pratique de ses mesures : en effet, le plutonium produit comme déchet par les centrales nucléaires classiques va s'accumuler, au lieu d'être réutilisé. Les États-Unis pourraient bien en constituer ainsi de vastes réserves qui leur serviraient par la suite à développer leurs propres sursurrégénérateurs. Et, en ce qui concerne la France, il est question qu'elle stocke tout le plutonium qui serait retraité dans son usine de la Hague, et qui ne provient pas seulement des usines françaises, mais de toute une série de pays. Passer par les volontés américaines reviendrait donc à faire de la France une poubelle nucléaire.

Defferre-Régis Bastide : tout les sépare ils sont dans le même PS

Le «Matin de Paris», journal dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est proche du PS, publie en ce moment une enquête sur la télévision. Au cours de cette enquête, Defferre s'interroge sur le monopole de la télévision et prend position de manière catégorique : «sous un gouvernement de gauche, il n'y aura pas de publicité à la télé».

Aussitôt, l'écrivain François-Régis Bastide, au nom de «la commission de travail sur les médias» du PS, conteste ces prises de positions.

L'affaire aurait pu en rester là entre gens d'un même parti. Mais non, Defferre réplique en évoquant «l'adhésion récente» de François-Régis Bastide, sa «grande légèreté», pour en terminer en «s'inquiétant de voir un nouvel adhérent du PS traiter d'une façon aussi médiocre un problème aussi important». Réponse de Régis-Bastide : «Je suis au PS depuis début 73, j'y ai créé la section socialiste des écrivains», et à propos des déclarations de Defferre sur le monopole à la télévision, l'écrivain ajoute : «est-ce le directeur de journaux régionaux qui s'inquiète ?»

Quelle fraternité au sein du PS, et surtout quelle convergence de vues !

Essence : hausse de 6 centimes pour le super au 1^{er} juin

Le plan Barre-bis rentre progressivement en action, avec les mêmes conséquences que le premier plan Barre. Ainsi pour financer les mesures d'aides aux entreprises, l'essence sera-t-elle augmentée à partir du 1^{er} juin. La hausse sera de 6 centimes pour le super, de 5 centimes pour l'ordinaire et de 4 centimes pour le gaz-oil. Le super sera donc à 2,35 F le litre. Rappelons que lorsque Barre arriva au gouvernement comme premier ministre, chargé de la lutte contre l'inflation, le super était à 1,96 F le litre. Depuis septembre, l'augmentation aura été de 39 centimes soit 20%. Ce bilan se passe de commentaires.

Beullac : toujours la haine des travailleurs

Répondant à une question orale au gouvernement, portant sur la grève d'EDF, le député réformateur Claudius-Petit, Beullac aboie : «On ne peut admettre la dictature des groupes de pression et la grève de l'EDF a témoigné d'une inconscience grave, alors que les travailleurs des entreprises nationales jouissent d'une situation relativement favorable étant donné qu'ils sont assurés de la sécurité de l'emploi».

J.-J. S.-S. à Edgar Faure : des bâtons dans les roues

Interrogé aux «Questions de confiance» de France Inter, J.-J. S.-S. prévient Edgar Faure, de retour au parti radical : «S'il croit pouvoir être facilement président du parti radical en restant comme il est aujourd'hui, député apparenté au RPR et allié direct et étroit de Jacques Chirac, ... il aura beaucoup de difficultés et, s'il n'en rencontre pas assez, je m'emploierais à ce qu'il en rencontre beaucoup».

D'autre part, il s'est déclaré opposé à se ranger derrière Chirac : «C'est le plus sûr moyen de faire triompher François Mitterrand».

Debré fait des propositions

Encouragé par le succès de son récent discours de critique à l'Assemblée Nationale, Debré se fait entendre de plus en plus. C'est ainsi qu'au nom de son «comité pour l'indépendance et l'unité de la France», il vient de proposer deux additifs au projet de loi sur l'élection du Parlement Européen au suffrage universel. Ces deux textes vont dans le même sens : éviter tout risque de supranationalité et de «démembrement» de la France. Debré estime que si ces deux textes ne sont pas adoptés, le risque est «certain» de voir l'Assemblée européenne déborder de son rôle.

Mieux que papa

Si le père est resté jusqu'au bout général à deux étoiles, le fils va plus loin. Philippe De Gaulle, commandant à l'escadre de l'Atlantique, est promu vice-amiral d'escadre. Il faut remarquer que la promotion fulgurante de Philippe De Gaulle date de 1967, et qu'elle s'est considérablement accélérée depuis 69. Une manière pour Pompidou et Giscard de se réclamer du gaullisme...

LUTTES OUVRIERES

Usinor Thionville

LA QUESTION DE L'OCCUPATION SUR TOUTES LES LEVRES

Aujourd'hui, l'intersyndicale appelle à la grève et un meeting devant les grands bureaux à 10 h. Il ne fait pas de doute que nombreux seront les sidérurgistes à se trouver devant les bureaux de la direction ; mais la question qui est sur toutes les lèvres, c'est «*allons-nous occuper ?*»

Et nous l'avons vu, mardi à l'assemblée générale des travailleurs d'Usinor, l'unité de l'intersyndicale fait place à la division face à une telle question. Mercredi, l'intersyndicale CFDT du groupe Usinor s'est réunie à Thionville : il a été décidé d'une grève générale sur l'ensemble du groupe et d'une manifestation à Paris, pour le 17 mai, jour où se tiendra le comité central d'Usinor ; d'autre part, il a été envisagé de faire une suite d'arrêts de travail de 24

heures devant toucher successivement toutes les usines du groupe. Dans sa conférence de presse, l'intersyndicale CFDT a souligné : «*que le mois de mai sera dur et décisif, jamais le moment n'a été aussi propice pour agir*». Il a été notamment précisé que le haut fourneau N° 4 de Dunkerque étant en panne, la direction d'Usinor, pour faire face, avait décidé de rattraper cette perte à Thionville. La CFDT a rappelé sa position favorable pour l'occupation de l'usine à Thionville, et cela rapidement.

Alors que la CGT et les gens du PCF freinent cette occupation, la CFDT affirme avoir «*l'intention de prendre ses responsabilités*» et cela dès aujourd'hui.

Corr. THIONVILLE

Vosges : Boussac vient tromper les travailleurs ils l'obligent à déguerpir !

C'est connu : le patron des Textiles Boussac envisage la restructuration de son groupe avec des milliers de licenciements à l'appui.

Mercredi Boussac se rendait dans une des deux usines, qu'il possède dans les Vosges, «expliquer» que tout cela n'était que des bruits. Peut être est-ce de la sorte qu'il espère désamorcer la colère des ouvriers du groupe ?

Les travailleurs de l'usine visitée ont mis à l'eau ses espoirs : plusieurs centaines d'entre eux l'ont empêché de rentrer dans les locaux, en bloquant les portes. Boussac n'eut plus qu'à prendre la fuite ! Ce n'est qu'un début M. Boussac !

Berger Levrant (Imprimerie du Travail) : occupation des locaux pour les salaires

Hier, réunis en assemblée générale, les ouvriers et ouvrières de l'imprimerie Berger Levrant, à Nancy, ont décidé l'occupation de leurs locaux de travail. Il s'agit pour eux d'arracher les revendications suivantes : augmentation des salaires, réduction des horaires à 40 h, 10 jours pour soigner un enfant malade ainsi que l'obtention de panneaux syndicaux dans les ateliers.

La décision d'occupation a été prise suite à plusieurs semaines de débrayages qui se sont révélés inefficaces pour faire céder la direction sur quoi que ce soit. Les grévistes (70 %) pendant plusieurs heures hier, ont parcouru en manifestation les ateliers, appelant leurs camarades hésitants à les rejoindre. C'est désormais la grande majorité qui est passée à l'action ! Nous y reviendrons demain plus en détail.

TÉLÉPHONEZ



AU QUOTIDIEN

636.73.76.

Les éboueurs reprennent le travail

CHIRAC RECULE

90 francs d'augmentation

Les éboueurs parisiens viennent donc de reprendre le travail après avoir mené durant 15 jours, à plus de 80%, ce qui aura été leur plus longue lutte depuis 1968. Ils reprennent en ayant arraché à Chirac une augmentation mensuelle de leur salaire d'environ 90 F (elles s'échelonnent entre 82 et 102 F suivant les catégories).

C'est une victoire non négligeable que viennent

de remporter les éboueurs. Ils ont arraché une augmentation qui voisine pour certains, autour de 10%, dans une situation où le gouvernement Giscard, par l'intermédiaire de Barre, vient d'annoncer son plan-bis d'austérité, continuateur du premier et qui vise à imposer plus que jamais à la classe ouvrière, le blocage de ses salaires.

Que disait donc Chirac d'un ton ferme depuis 10 jours, sinon que le maximum autorisé par le plan Barre (6,5%) ne saurait être dépassé ? Que disait-il donc pas plus tard que lundi, sinon «*qu'il ne saurait aller plus loin que ce qu'il avait proposé au début*», au début de la grève s'entend, c'est-à-dire 40 centimes par jour ?

RECUL ? OUI !

La victoire des éboueurs prend tout son sens justement du fait de cette intransigeance à laquelle ils seront confrontés et qui prouvait que rien n'était gagné d'avance. Mais justement, ils ont d'une certaine manière, su se battre, retourner en leur faveur les obstacles dressés un à un devant eux.

Ce sera d'abord la campagne de presse impulsée par «*France-Soir*» et le «*Parisien Libéré*» titrant à plusieurs reprises «*Paris poubelles*», «*Paris pagaille*», qui visait à retourner la population contre les grévistes, une campagne que ceux-ci videront de sa substance en expliquant par moments les raisons de leur grève et qui aboutira le 1^{er} mai, à l'accueil chaleureux des Parisiens se soldant par une collecte de 1 500 000 anciens francs.

Ce sera ensuite l'intervention de l'armée qui sera un échec, du fait de son



Les éboueurs manifestant à Paris le 1^{er} mai.

incapacité technique, mais surtout en raison du soutien du contingent conscient.

On mesurera encore mieux le soutien dont bénéficiera la grève, quand les techniciens du service de nettoyage menaceront de se mettre en grève en cas de réquisition, quand d'autres ouvriers refuseront de réparer les bennes endommagées par l'armée, jusqu'à la grève que viennent de déclencher les éboueurs d'Orléans sur les mêmes revendications. Les éboueurs sauront mettre à profit ce rapport de force qu'ils analyseront justement comme favorable en refusant à plusieurs reprises les miettes proposées par Chirac.

Bien sûr, une telle victoire obtenue en si peu de temps, avec des initiatives qui seront tout de même limitées, ne sauraient aujourd'hui se répéter largement ailleurs faute d'autres conditions. Car il est bien évident que les éboueurs ont bénéficié d'une situation particulière, où ils ont eu en face d'eux, un Chirac, responsable du RPR et qui, dans la stratégie qu'il se fixe, ne pouvait pas se permettre une longue grève sous peine de ternir d'une manière importante son image de marque de «*parti d'ordre*».

Mais c'est bien la détermination des éboueurs qui leur a permis d'imposer ce premier recul, et ils auraient eu tort de ne pas profiter de cette situation !

COMPROMIS FAVORABLE À 100% ? NON !

Mais, et c'est là la seconde remarque importante qu'il nous faut faire, cette situation favorable due à la conjonction de tous ces facteurs permettait justement d'imposer des reculs beaucoup plus importants.

Que Chirac ait été obligé de lâcher, en trois jours, 8 fois plus que ce qu'il proposait initialement le montre, vu que les conditions favorables ne pouvaient que s'accroître !

Alors ? En fait, les dirigeants de la grève, en l'occurrence le PCF, étaient non seulement conscients de l'embarras dans lequel cette grève mettait Chirac, mais on peut affirmer de plus, qu'ils l'ont déclenchée aussi pour le mettre dans une position difficile. Mais, leur souci à l'évidence, n'était pas de mettre Chirac dans une position telle qu'il soit obligé de céder sur la totalité des revendications ! En l'absence de ce qui les intéressait, beaucoup plus que la satisfaction

des revendications, c'était bien de se servir de cette grève pour servir les objectifs politiques de leur parti, pour tester Chirac.

Ils voulaient amener de l'eau au moulin de leur thèse suivant laquelle «*Chirac et Giscard, c'est blanc bonnet, bonnet blanc*» et donner un avertissement ni plus ni moins important que d'autres au PS en position de force au sein de l'union de la gauche, à l'heure de la renégociation du programme commun, et dont les velléités de rupture à l'avenir sont probables.

En conclusion, si les éboueurs ont imposé un premier recul, le PCF ne manque pas de toupet en affirmant que c'est une victoire totale !

Quand il dit que la discussion de la grille indiciaire en juillet est une victoire, c'est faux ! Car contrairement à ce qu'il affirme, Chirac n'avait pas décidé de repousser cette discussion en 78. C'est le PCF qui a en fait accepté ce qui n'était en fin de compte, que la proposition initiale de Chirac. Quand il affirme que Chirac a «*lâché*» trois heures d'attente fortaitaire, en attendant cette discussion, c'est également faux, cette proposition a été faite dès le début !

Compte-tenu de ces éléments, il est faux d'affirmer que le compromis est à 100% favorable aux éboueurs. Quant au recul que ceux-ci ont de toute façon imposé et qui existe toutefois bien, les éléments du PCF ne sauraient s'en approprier la paternité. Le bilan principal que l'on peut tirer de son travail c'est bien qu'il a fait reprendre le travail, alors que les revendications obtenues sont sans commune mesure avec ce qu'il était possible d'arracher !

R. FEUILLET

Alstom St Ouen

LES EMPLOYÉS REJOIGNENT LE MOUVEMENT !

Les travailleurs et travailleuses de l'Alstom à St Ouen entament désormais leur 6^e semaine de débrayage pour les salaires, forme de lutte qu'ils estiment mieux adaptée à la période, permettant une large participation, ne faisant perdre qu'une partie minime du salaire.

Cette tactique commence d'une certaine façon à s'avérer payante.

La direction de l'Alstom commence à s'inquiéter des conséquences qui en résultent pour la production dont la désorganisation sérieuse s'amorce désormais.

Elle vient de décider en conséquence de prendre une mesure de lock-out contre les travailleurs de

deux heures par jour. Voilà qui loin d'entraîner la division a renforcé l'unité non seulement des grévistes entre eux, mais de plus celle entre les grévistes et les employés des différents services de l'usine qui depuis hier participent aux débrayages au côté des travailleurs !

Dans d'autres usines du groupe, outre les luttes totales dans deux d'entre elles, (Toulouse et Vitry), des débrayages devraient être organisés dans les filiales d'Aix les Bains et de Fontenoy.

Les ouvriers de ces dernières usines comme leurs camarades de St Ouen refusent de plus en plus leurs salaires de misère.

A St Ouen, les travailleurs exigent 300 F pour tous !

LUTTES OUVRIÈRES

Allesandro (Nice)

LES FLICS ET LES JAUNES REPOUSSÉS PAR LES TRAVAILLEURS DE 8 USINES !

Après le succès de leur fête du 1^{er} mai, les ouvriers ont été chassés de l'usine par les gendarmes, le 2 mai à 5 h du matin. Une tentative du patron pour faire rentrer les chefs non-grévistes a lamentablement échoué devant la détermination des ouvriers. Des travailleurs maintiennent la mobilisation devant l'usine, et dormant la nuit dans les voitures, discutent dans la journée de la poursuite de la lutte entre eux et avec les ouvriers, de la zone industrielle de Contes.

Les travailleurs s'arrêtent au passage pour connaître l'évolution de la situation, car dans la vallée, les entreprises ont les yeux fixés sur les «jaunes». Les 2 et 3 mai, des discussions ont eu lieu avec le patron, qui a proposé trois niveaux d'augmentation, les plus bas étant réservés aux plus bas salaires, bien sûr ! Ces tentatives de division ont été déjouées par les délégués et les ouvriers. Les travailleurs ne se sont pas battus

pendant un mois pour que les plus défavorisés soient les plus lésés, l'unité sera préservée jusqu'au bout ! «Plutôt rien que d'accepter ces propositions» disait un jeune délégué qui, pourtant personnellement, n'avait rien à perdre et pensait à ses copains, à l'unité de la lutte et à l'avenir.

Le lendemain, le patron ne propose plus que 4 % soit réellement 1,80 % d'augmentation. Il doit préparer un sale coup ! Cette

misère est rejetée unanimement par les travailleurs qui décident la continuation de l'action. Ils se mobilisent pour éviter que le patron ne fasse rentrer les non-grévistes.

DIX DÉLÉGATIONS D'USINES CONTRE LES FLICS ET LES JAUNES

Ils ont raison, car hier, les gendarmes se présentent devant l'usine en demandant le respect du «droit de travail». La riposte a été immédiate : «Nous ne bougerons pas, ils n'entreront pas». Pendant que les gendarmes demandent des renforts, des ouvriers des usines de la zone industrielle de Contes arrivaient et grossissaient les rangs de

ceux d'Allesandro : ceux de Lafarge, Vicat, la Fée-mec, Talon, la Compagnie générale (transports) etc. Les ouvriers de la SCOM en occupation depuis deux mois, de Vernier (machines-outils), l'adjoint au maire de Contes et l'adjoint de la Pointe-de-Contes (zone industrielle) également quelques étudiants de lettres et de droit étaient présents. Des travailleurs qui passent, des habitants de la Pointe-de-Contes, viennent également. Ce sont 150 travailleurs qui se retrouvent finalement face aux trente flics et aux vingt non-grévistes. Le rapport de force change et finalement les non-grévistes repartent suivis des flics.

C'est une victoire de la mobilisation des travailleurs qui restent vigilants et préparent la suite de la lutte.
Corr. NICE

Fillod (Florange)

LES TRAVAILLEURS NE CÉDERONT PAS MALGRÉ LES MENANCES D'EXPULSION !

Après le succès de leur journée «portes ouvertes» (plus de 1 000 personnes) dimanche dernier, les travailleurs de Fillod (entreprise de construction métallique liée à De Wendell), plus que jamais, continuent la lutte.

Ce succès est d'autant plus important que l'information n'avait pu être faite que le matin même et cela afin d'éviter toute décision judiciaire d'interdiction. Depuis le 14 avril, les travailleurs sont en grève, et depuis le 20, ils occupent leur entreprise pour s'opposer à 77 licenciements annoncés au comité d'entreprise. Pour les sections syndicales d'entreprises CFDT et CGT, il est clair qu'il ne doit pas y avoir un seul licenciement.

Mais depuis le début de la semaine, la direction et les jaunes de FO ont pris un



Les travailleurs de Fillod manifestant côte à côte avec leurs camarades d'Usinor et de Soloci Solomi à Thionville le 14.4.

certain nombre d'initiatives pour briser la résistance des «Fillod». Ainsi, lundi et mardi matin, ils provoquaient un certain nombre d'affrontements avec les grévistes, allant jusqu'à agresser un responsable CFDT au poing américain ; les provocations échouaient lamentablement. Mardi, un comité anti-gréviste a été créé, une manifestation d'u-

ne dizaine de non-grévistes (!) se rendait à la Sous-Préfecture. Le même jour, la direction demandait au juge des référés de Thionville l'expulsion des grévistes. Pour ce genre de requête la justice est rapide : l'audience était fixée à 17 heures et l'évacuation immédiate était décidée.

Hier, l'occupation des ateliers continuait.

D'autre part, des négociations devraient commencer aujourd'hui en présence du sous-préfet. A Fillod, la détermination des travailleurs, la coordination avec les autres usines occupées comme Soloci (Koenigsmaeker), la solidarité qui les entoure, sont autant de garanties pour la victoire.

Pour tout soutien financier :

«Solidarité travailleurs de Fillod en lutte pour leur emploi»,

Sogeval-Hayange
N° de compte :
42.320.57.966-1
Adresse bancaire :
BP 8
57290 Fameck

Gervais-Danone (Marseille)

24 heures de grève contre la fermeture

Mercredi 4 mai, les 150 travailleurs et travailleuses de Gervais-Danone ont fait 24 heures de grève en occupant le secteur de production et en interdisant la sortie de marchandises.

C'est l'une des nombreuses actions déclenchées ces huit derniers mois depuis que la fermeture de l'usine a été annoncée. Prévue le 15 janvier par le PDG Riboud, pour ouvrir une autre usine en Italie, la fermeture a été repoussée.

L'inspecteur du travail a refusé les licenciements jugés «injustifiés». En fait, ce recul n'est dû qu'à la volonté de ne pas se laisser mettre à la rue. Tous en sont tellement sûrs qu'ils continuent à lutter pour que Beullac ministre du chômage refuse lui aussi la fermeture. La décision qui doit être arrêtée doit être connue dans les dix jours : en effet, M. Riboud méconnaît de la décision de l'inspection du travail a fait

appel auprès de Beullac. Quand on sait qu'il est un des patrons de gauche à avoir appelé à voter Mitterrand en 74, on comprend l'ampleur du changement après 78 si cette même gauche succède à la droite actuelle !

De terre offre déjà sa solution : la municipalité reprend l'usine et la loue à un industriel local. Cette «solution miracle» a déjà été appliquée par Titan Coder et Griffet, avec les résultats

que l'on sait : une minorité de travailleurs a été reprise. Ceux de Gervais-Danone ne veulent pas de cette «solution», ils refusent la fermeture de l'usine et exigent «pas un seul licenciement» dans un quartier où les licenciements risquent de se développer avec la fermeture possible des moteurs Baudoin, de Prior...

Robert RIVIERE

nouvelles de haute normandie

Bureau de presse de Rouen

A Sotteville les Rouen : 4^e semaine de lutte à Bertel

Les 500 travailleurs de cette filature de la région rouennaise poursuivent avec tenacité l'occupation de leur usine, malgré les provocations multiples employées par la direction pour tenter de briser l'unité. Après l'envoi d'un commando armé, qui blessa par balles, un travailleur, celle-ci fait traduire des représentants des ouvriers devant le tribunal de Rouen en exigeant qu'ils soient condamnés à lui verser 15 millions de provisions pour préjudice causé par la grève !

Où en sommes-nous ? D'un côté, la direction n'ayant plus rien à perdre, tente l'épreuve de force, de l'autre l'organisation syndicale CGT se renferme sur elle-même. Le black-out de la CGT sur la lutte est la plus totale.

Beaucoup de mots, de belles déclarations à la presse au sujet d'actions à mettre en œuvre pour faire aboutir la lutte de Bertel. Jeudi matin, on pouvait en voir les résultats. Un effort avait pourtant été fait au niveau de l'unité, pour apporter un soutien aux travailleurs de chez Bertel. Mais en ce matin pluvieux, il faut le noter, car cela sera sûrement pour les organisateurs de cette grande «risposte», unitaire en arguments, il y avait environ 300 travailleurs et travailleuses et paraît-il que cela représentait 29 entreprises. Remerciant rapidement la «faule» les «Bertel» retournaient très rapidement dans leur usine.

Fermeture de l'usine Le Trait : le patron «C'est la faute des travailleurs»

La société de construction métallurgique et chaudronnerie du Trait a déposé son bilan devant le tribunal de commerce, le 3 mai. Elle se trouve en règlement judiciaire. La fermeture devrait intervenir le 15 juin. 130 salariés seront alors licenciés. Le directeur de la société répète à qui veut l'entendre, que s'il en est réduit à cette situation, il faut chercher la cause parmi les travailleurs. Trop facile d'attaquer les ouvriers mais moins facile d'expliquer le passif de 200 millions et encore moins la politique anti-syndicale menée par ses soins dans l'entreprise à l'encontre du jeune syndicat CGT créé en septembre 76. Mais les travailleurs sont décidés à mettre tout en œuvre pour empêcher les licenciements !

En mai, à Rouen, les travailleurs font ce qui leur plait !

Comme l'indiquait un tract «1^{er} mai grand rassemblement défilé CGT-CFDT». Tout un programme pour la suite, car l'après midi la fête se poursuivait dans deux kermesses de banlieue : une CGT et l'autre CFDT. Mais dans cette machine bien huilée, il y eut un grippage. Rassemblés sur une petite place de la rive gauche de Rouen, 1 500 personnes attendaient le moment de démarrer le défilé dans la ville. Des progressistes sont là aussi, des banderoles sont déroulées, des mots sont scandés «Giscard, Mitterrand, même politique !» mais aucun mot d'ordre sur le programme commun. Cela n'est pas du goût du secrétaire général de l'UD de Rouen de la CGT. «J'ai essayé d'expliquer aux travailleurs rassemblés qu'il y avait parmi eux des éléments qui essayent de noyauter cette journée du 1^{er} mai, et que ceux-ci sont à la solde de la préfecture et que devant cette provocation, le défilé était annulé» dira ce délégué CGT ! La suite est d'autant plus amusante que pleins de rage, les dirigeants des syndicats découvriraient que la base comme ils aiment dire, n'étaient pas si facile que cela, car c'est plus de 1 000 personnes qui partirent défilé dans Rouen sur des mots d'ordre combattifs, abandonnant les partisans du programme commun sur place.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nucléaire

Incident à Fessenheim : le réacteur 1 est arrêté

Hier matin, la direction de la centrale nucléaire de Fessenheim a fait arrêter d'urgence le réacteur N° 1, le premier à être entré en service. Aucune précision n'a été fournie par l'EDF sur la nature de l'incident qui a commandé cette décision mais on laissait entendre que la production d'électricité serait arrêtée pour plusieurs jours.

Cela ne donne que plus de poids au combat de la population alsacienne qui s'oppose à la mise en service et à l'extension prévue de la centrale tant que les conditions de sécurité absolue n'auront pas été prouvées et garanties.

Malville : le tribunal se déclare incompétent

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Lyon s'est déclaré incompétent pour demander la suspension des travaux préliminaires à la construction du surrégénérateur de Creys-Malville. Selon le juge, saisi par trois associations : «Les droits à la qualité de la vie ne sont pas définis et organisés par la loi».

Il a cependant reconnu qu'EDF avait enfreint la loi en commençant les travaux avant la déclaration d'utilité publique faite mardi dernier.

Flamanville (Manche) La lutte contre la centrale continue

Après la parution du décret d'utilité publique, l'EDF a déjà délimité par des clôtures une partie du site.

Mercredi, 150 à 200 personnes, parmi lesquelles de nombreux pêcheurs et agriculteurs se sont rendus sur le site ; munis de pinces, ils ont entaillé le grillage sur une centaine de mètres.

L'Iran achète 2 centrales nucléaires

Fourcade a signé à Téhéran un contrat de financement accordé au gouvernement iranien pour l'achat de deux centrales d'un coût supérieur à 10 milliards. Les deux centrales seront commandées à la société Framatome qui construit des centrales à eau légère et uranium enrichi sous licence Westinghouse. Chaque centrale aura une puissance de 900 MW.

Il existe déjà des accords avec l'Iran pour le financement du complexe d'enrichissement de l'uranium Eurodif qui doit être implanté au Tricast, dans la vallée du Rhône et un projet de participation iranienne dans une autre usine européenne d'enrichissement ; Coreidif, dont le site d'implantation n'a pas encore été choisi.

Ekofisk : on minimise

En mer du Nord, la lutte contre la pollution n'aura pas lieu. Les responsables affirment tranquillement que les «dommages écologiques seront pratiquement nuls». La direction des pétroles norvégiens et la Philips Petroleum «sont tombés d'accord» pour évaluer à 12 000 tonnes la quantité de pétrole qui s'est échappée d'Ekofisk. Enfin, le pétrole aurait disparu, s'il faut en croire ces messieurs.

En réalité, la nappe de pétrole ne s'est pas volatilisée par enchantement. Elle s'est étalée au point que la couche d'hydrocarbures n'est pratiquement plus visible. Mais l'écran qu'elle continue à constituer va empêcher la photosynthèse indispensable à la vie de la faune marine.

On comprend mieux la volonté du gouvernement norvégien de minimiser les choses quand on sait que la plus grande plate-forme de forage construite jusqu'ici à quitté le port de Stord pour rejoindre le champ de statjord au nord-est d'Ekofisk.

Le projet de loi sur la consommation

OPERATIONS PUBLICITAIRES DE SCRIVENER

Le conseil des ministres a adopté mercredi un projet de loi, présenté par Christiane Scrivener, secrétaire d'Etat à la Consommation. Ce texte avait déjà été publié, il y a quinze jours. Pour qu'il ne passe pas inaperçu, Scrivener a cette fois, pris la peine d'organiser une conférence de presse publicitaire. En toute modestie, Christiane Scrivener a déclaré que ce texte devrait être «le paratonnerre du consommateur pour sa vie quotidienne» et assurer aux consommateurs quasiment la meilleure protection du monde.

On pourrait déjà s'interroger sur une société qui doit assurer la protection du consommateur : c'est donc qu'il est attaqué, mis en danger.

Surtout, l'autosatisfaction de Scrivener et de tout le gouvernement avec elle, ne manque pas de cynisme en des temps où plus que jamais, avec le plan Barre, les travailleurs voient leur pouvoir d'achat diminuer sans cesse, où les produits qu'ils peuvent acheter sont le plus souvent de qualité inférieure.

Dans ces conditions, le projet apparaît une fois de plus comme un écran de fumée, un recueil de gadgets ou encore la simple actualisation de la réglementation existante, le tout ne coûtant pas un centime au gouvernement.

Enfin, au-delà des bonnes intentions proclamées : prévenir et faire cesser le danger causé par certains produits, il reste que l'appréciation de ces dangers sera laissée à l'administration.

Va-t-elle par exemple interdire les aérosols dont les dangers ont été récemment dénoncés par des associa-

tions de consommateurs ? Scrivener n'en a pas soufflé mot, ce qui donne déjà une idée de la «modération» dont va faire preuve son administration vis-à-vis des capitalistes.

LE CONTENU DU PROJET

Les produits reconnus dangereux pourront être retirés du marché. Mais ce sont des «experts» qui dé-

termineront dans le secret de leurs laboratoires : «Il ne faut pas déranger les experts quand ils sont en train de réfléchir» devait dire Scrivener !

Les amendes pour publicité mensongère sont augmentées : elles pourront atteindre jusqu'à 50% des dépenses publicitaires pour le produit incriminé. Comme par le passé, il faudra sans doute que les associations de consommateurs engagées de longs procès pour obtenir peut-être satisfaction. Scrivener a saisi en tout cas l'occasion de réserver son thème de prédilection, en manifestant son indignation qu'il y ait tant de publicité (à la télévision par exemple) pour le café.

Un comité composé de l'administration, des con-

sommateurs et des «professionnels» sera chargé d'éliminer les clauses abusives dans les contrats. Mais les prix et les conditions de crédit ne sont-ils pas l'abus essentiel ? Et comment fonctionnera cette commission ? «Lentement, mais sûrement» a répondu Scrivener...

La répression des fraudes jusqu'ici limitée aux produits sera étendue aux services.

Les labels de garantie seront délivrés par un laboratoire qui n'a de nouveau que le nom : le laboratoire des Arts et Métiers devient «laboratoire national d'essai».

Enfin, les étiquettes devront comporter des informations plus détaillées sur le mode d'emploi. Nous voilà rassurés !



Même avec des contrats sans clauses abusives, la nécessité du crédit continuera à frapper les familles populaires

Redon, quartier Lanrua

LES LOCATAIRES FONT LA GREVE DES CHARGES DE CHAUFFAGE

Depuis plus d'un an, les locataires d'un quartier HLM de Redon (Ille-et-Vilaine) font la grève des charges de chauffage, versées sur un compte bloqué. Ils exigent le remboursement du trop perçu par la COFRETH, société privée de chauffage soit 12,8 millions et la suppression des contrats au forfait. Sur ce dernier point, les HLM viennent de promettre un contrat à la consommation réelle.

Pour le chauffage des 700 logements des quartiers la Guichardais, Beaumont et Bellevue-Lanrua, l'office HLM avait conclu un contrat au forfait avec la COFRETH (qui fait partie d'une société rattachée à la banque de Suez) : il n'est pas tenu compte de la quantité réelle de gaz et de fuel utilisé. Ce type de contrat entraîne pour les locataires des charges plus élevées qu'avec les contrats à consommation réelle. Pour un F 4 en 1974-75, 1 927,59 F de chauffage à Redon contre 1 241,60 F à Brest (consommation réelle).

Les différences vont de 30 à 50% suivant les cas.

Ce qui détermine l'explosion de la colère des locataires du quartier Lanrua, c'est l'augmentation du chauffage en décembre 75 de 70% environ. En juin 1976, d'énormes rappels arrivent pour l'année 74-75 : pour un F 4 : 807,59 F ! En octobre, nouveaux rappels pour 75-76 cette fois.

Pour riposter, un comité de quartier se constitue et décide en février 1976 de verser le montant des charges de chauffage sur un compte bloqué.

L'office HLM commence par tout faire pour décourager les locataires de s'attaquer à la COFRETH, évoquant le prétendu secret de Gaz de France sur les consommations réelles de gaz. Puis l'office, qui a signé le contrat au mépris des intérêts des locataires, tente de les diviser, en envoyant des lettres vertes, roses, et autres avis de commandement. Peine perdue. Les lo-

cataires renvoient collectivement les lettres d'avis et continuent le blocage des charges et des rappels.

L'office vient de céder en partie en promettant un nouveau contrat pour la fin de l'année, mais fait la

sourde oreille en ce qui concerne le remboursement par la COFRETH du trop perçu.

Les locataires continuent donc le blocage. La COFRETH doit payer !

Office HLM de l'Orne : un trou de 28 millions

Un «trou» de 28 millions a été découvert à l'Office HLM de l'Orne. C'est ce que vient de relever le Conseil Général de l'Orne. Mais s'il faut en croire le Conseil ou le Préfet de l'Orne, il ne s'agit que d'une «certaine négligence ou incompétence» : «des programmes de construction HLM et ILM ont été dans le passé réalisés sans que l'Office ait fait appel aux financements nécessaires» et de plus «des loyers de l'Office inchangés au cours des années 1971 à 1975, n'ont pas été ajustés aux besoins de son équilibre d'exploitation». En somme, c'est aux locataires de payer le «trou» ?

Tentative d'installation israélienne

PUISSANTE RIPOSTE POPULAIRE

Les occupants tirent : deux Palestiniens ont été assassinés

Dans le village de Quabatiya en Cisjordanie, la colère a éclaté dès que l'on apprit que les sionistes hystériques de la secte Gush Egunim voulaient s'installer dans la vallée de Dotan, l'une des terres les plus fertiles du village.

La riposte fut d'autant plus large que dans toute

la Palestine occupée, une vaste campagne de colonisation israélienne est organisée, à laquelle s'oppose depuis un mois sans interruption les manifestations dans toutes les zones occupées, notamment à Ramallah et à Naplouse dont Quabatiya est distant de 50 kilomètres.

A Jérusalem, les sionistes ont mis sur pied un plan de judaïsation complète destiné à chasser les Palestiniens de la ville, les villages environnants doivent l'être également selon ce plan, c'est-à-dire que les paysans palestiniens doivent être chassés de leur terre et de leur maison pour laisser la place à des Israéliens. C'est ce qui se passe en Samarie où l'armée israélienne a installé une colonie militaire le long du Jourdain sur des terres confisquées sans préavis aux Palestiniens. Cette colonie sera ensuite remise à la secte de Gush Egunim.

L'ASSASSINAT D'UN PALESTINIEN DE 15 ANS

Dallal Hassan Ali Abu Roob, 15 ans, est tombé sous les balles de l'armée israélienne qui essayait de disperser les villageois qui manifestaient pour garder leurs terres. Selon l'armée israélienne, des pierres étaient jetées sur les soldats qui ouvrirent le feu.

Son corps fut aussitôt emmené à l'hôpital de Jenin par les occupants qui refusèrent de le rendre à la famille qui voulait l'enterrer rapidement, selon les coutumes musulmanes. Les amis de Dalal brisèrent les portes de l'hôpital et emmenèrent son corps au village.

LE MEURTRE D'UNE FEMME PALESTINIENNE

Des centaines de villa-



Mardi après-midi à Naplouse : patrouilles israéliennes pour imposer le couvre-feu

geois organisèrent une procession pour accompagner la dépouille de Dalal qui ramenaient ses amis. L'armée israélienne envoya une jeep pour surveiller la cérémonie. Celle-ci fut attaquée afin de chasser les soldats israéliens qui n'avaient pas à venir provoquer. Ils tirèrent à nouveau. Fatima Hamadi, 55 ans, veuve et mère de deux enfants s'effondra, assassinée. Deux hommes et deux jeunes gens sont blessés.

Les manifestations de soli-

darité avec les villageois de Quabatiya s'étendent à toute la Palestine occupée et prennent une grande ampleur à Rammallah, Jenin et Naplouse, les villes les plus proches. Toutes les routes conduisant au village de Quabatiya étaient coupées par des barrages de l'armée d'occupation. A Naplouse, le couvre-feu a été décrété ; une grande rafle a été organisée qui a conduit à l'arrestation de 66 personnes.

A Jenin, des centaines de

manifestants se sont affrontés aux patrouilles israéliennes qui lancèrent des gaz lacrymogènes, 60 personnes ont été arrêtées, annonce le maire.

A Rammallah, les sionistes ont annoncé l'arrestation de deux personnes à la suite des manifestations.

L'armée israélienne vient d'apporter la preuve qu'elle soutenait les tentatives des fascistes de Gush Egunim. Dans toute la Palestine occupée, c'est une phase de la lutte très dure, qui s'ouvre à la veille des élections.

Nixon à TF 1

300 MILLIONS POUR SE DÉFENDRE

«Vous pouvez disposer d'un million de dollars, vous pouvez les avoir en liquide... Nous devons boucher la bouteille plus fermement par ce moyen...»

C'est avec des citations de cet accabit que le journaliste anglais Frost a traqué à la télévision l'ex-président Nixon. Ces citations extraites des bandes d'enregistrement de la Maison Blanche prouvent à l'évidence deux choses que Nixon essayait de nier jusqu'au bout. D'une part, il était parfaitement au courant du cambriolage du Watergate où se trouvaient les bureaux électoraux du parti démocrate en 1972, pendant la campagne présidentielle. D'autre part, il a organisé le formidable arro-

sage en pots-de-vin de tous les témoins pour étouffer l'affaire, «boucher la bouteille» comme il le disait.

Pris dans ses derniers retranchements, le bombardier de Hanoi a géint : «Je leur ai donné un poignard qu'ils m'ont planté dans le dos et ils le remuent dans la plaie» et il dit regretter jusqu'à la fin de sa vie d'avoir abandonné son peuple.

Il ne dut qu'à une démission précipitée de ne pas avoir été destitué. La défense devant les caméras de télévision lui rapporte 600 000 dollars (300 millions anciens). Ses mémoires ont été achetées pour deux millions de dollars (un milliard ancien).

Galley à Zouerate

RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION MILITAIRE

Galley, le ministre de la coopération est arrivé hier soir en Mauritanie. Il doit se rendre dans la journée dans la ville minière de Zouerate, dont une grande partie des installations sont détruites. Les opérations de rapatriement du personnel coopérant français chargé notamment d'encadrer les ouvriers des mines se poursuit. Par qui seront-ils remplacés ? Il serait étonnant que le gouvernement français qui a poursuivi l'exploitation de la mine malgré les attaques incessantes contre le train minéralier qui amène le minerai jusqu'au port d'où il est embarqué pour la France abandonne l'exploitation de la mine.

En fait comme l'annonce officiellement la télévision le voyage de Galley vise avant tout à renforcer la coopération militaire entre la Mauritanie et la France, et le voyage de Zouerate est une véritable tournée d'inspection, pour mettre au point les moyens de renforcer la «sécurité» de la mine. Cela impliquera d'une part un renforcement des moyens de défense de la ville la mieux défendue de Mauritanie, c'est-à-dire une aide militaire accrue, accompagnée d'une présence renforcée des troupes marocaines à Zouerate. Ensuite, une

campagne de répression importante contre les ouvriers mauritaniens de Zouerate, dont la participation à de nombreuses actions de sabotage de la mine ne peut faire de doute.

Le voyage de Galley a été précédé d'un nouvel aveu d'impuissance : un communiqué officiel a annoncé que la colonne marocomauritanienne qui s'était lancée à la poursuite des combattants sahraouis avait dû abandonner ses recherches : elle n'a trouvé personne.

A Alger, l'ambassadeur de France a été convoqué pour qu'il s'explique sur les accusations portées implicitement contre l'Algérie par le ministre des affaires étrangères. Ces accusations sont reprises par la presse française qui affirme que le sort des six Français dépend d'Alger.

A Rabat, le quotidien du parti Istiqlal a lancé une campagne appelant à mettre fin «quel qu'en soit le prix» à la guerre populaire au Sahara. C'est un appel indirect pour une agression contre les camps de réfugiés en Algérie, alors que les troupes d'occupation marocaines n'ont pu déraciner les forces sahraouies de leur territoire.

LE FRONT POLISARIO COMMUNIQUE :

«En cette journée mémorable du 1^{er} mai 1977, nos valeureux combattants ont enregistré une nouvelle victoire éclatante sur les forces d'agression, en réduisant l'un des points les plus forts de leur dispositif militaire et économique, à savoir la ville garnison de Zouerate, avec ses bases aériennes, ses casernes et ses installations économiques. (...)

Nos combattants l'ont investie et occupée durant près de deux heures. Les combats ont été durés de 5 heures à 9 heures du matin ont été des plus meurtriers pour l'ennemi dont 65 soldats ont été tués et plus de 70 autres blessés.

Nos combattants ont, en outre, totalement détruit la gare et les voies de train minéralier, la centrale électrique alimentant les installations minières, placées ainsi dans la même situation que celles de Boucraa, l'aérogare de la base aérienne où 2 avions ont été incendiés, les casernes de la garnison, les bâtiments administratifs, ainsi que 38 véhicules. (...)

Un de nos combattants est tombé au champ d'honneur et 3 autres ont été blessés.

De nombreux prisonniers ont été faits par l'APLS au cours de cette opération durant laquelle il a été constaté la perfidie des troupes ennemies dont la plupart des soldats ont revêtu des uniformes de la compagnie minière.

Parallèlement, l'APLS a mené avec succès plusieurs autres actions armées sur le Front Nord. (...)

Notre peuple agressé considère que les territoires marocain et mauritanien et les postes occupés de la République Arabe Sahraouie Démocratique, leurs espaces aériens et leurs eaux territoriales constituent des zones de guerre. Notre peuple n'est responsable d'aucun dommage subi par des personnes physiques ou morales qui participent de près ou de loin par leur soutien à nos ennemis dans la guerre d'agression imposée à notre peuple. (...)

Conférence de Genève

Le premier ministre de l'Etat d'Israël a annoncé que la conférence de Genève ne pouvait faire de miracle en une seule nuit et régler les problèmes du Proche Orient. «La conférence de Genève répond au besoin qu'il y ait quelque part un moyen qui permette de commencer quelque chose». Bref, pour Israël et les USA, la conférence de Genève est une espèce de mythe, un paravent pour manifester un prétendu désir de guerre, tandis que les Israéliens et les USA préparent activement la guerre.

Genève : conférence sur les prisonniers de guerre

Une conférence portant sur le droit de guerre s'est tenue à Genève au début de cette semaine. Parmi les décisions prises, une porte sur les prisonniers tombés aux mains de l'ennemi. Ils doivent être déclarés prisonniers de guerre, et bénéficier des garanties fondamentales. Ils devront être protégés contre les meurtres, la torture, les peines collectives. Ceci s'applique directement aux prisonniers palestiniens, qui revendiquent d'être considérés comme prisonniers de guerre. Mais Israël refuse d'appliquer ces résolutions, comme toutes celles qui ont précédé.

INTERNATIONAL

L'emprise US dans les trusts agro-alimentaires dans le monde

En février 1972, Bud Antle, Inc., une compagnie multi-nationale de Californie, connue pour sa répression dure contre les tentatives des ouvriers agricoles de se syndiquer, s'est installée au Sénégal par l'intermédiaire de sa maison européenne, House of Bud de Bruxelles.

Aujourd'hui, c'est la grande exploitation maraîchère de haute technologie. Des ingénieurs israéliens, hollandais et américains ont installé des kilomètres de tuyaux en plastique perforé pour l'exploitation des vastes nappes d'eau souterraines. C'est pendant la sécheresse de 1972 que les premiers avions DC 10 ont commencé à exporter des haricots verts, des melons, tomates, aubergines, fraises et paprika vers Amsterdam, Paris et Stockholm.

Parce que le projet est considéré comme «développement», Bud Antle n'avait pas besoin de son propre capital. Le projet est financé par le gouvernement sénégalais, la Banque Mondiale, et des fonds pour le développement suisse et hollandais. Le gouvernement l'a aidé, expulsant des paysans. Les membres du «Corps de la Paix», le fameux programme de Kennedy pour les nouveaux jeunes missionnaires américains, aident au développement des exploitations maraîchères intégrées dans le «marketing» de Bud Antle.

Les exportations vers l'Europe ont lieu entre décembre et mai. Entretemps, ce n'est pas rentable à cause de la concurrence européenne. Mais, cela ne veut pas dire que la production est destinée au marché sénégalais. Selon le directeur hollandais de Bud Antle, il est arrivé une année de détruire les haricots verts, parce que les Sénégalais ne les connaissent pas et ne les mangent pas. La solution ? En alimenter le bétail.

Un tel exemple de «l'aide» agricole dans le Tiers-Monde n'est pas isolé. C'est la règle. Un grand projet au Pakistan a réussi à augmenter la production de maïs, historiquement un aliment de base des paysans. Mais, ce maïs est vendu maintenant pour fabriquer un produit pour sucrer les boissons que ne peuvent acheter que les bourgeois des villes. Deux tiers du riz de la «révolution verte» en Colombie servent à nourrir le bétail destiné à l'exportation ou sont utilisés dans la production de la bière. En Amérique Centrale, les deux tiers de toute la production des légumes et des fruits sont soit utilisés comme aliment pour bétail (dont entre 1/3 et 1/2 est exporté), soit détruits. En 1970, dans le Tiers-Monde, chaque habitant a mangé en moyenne 190 kilos de céréales, tandis que la moyenne au Canada et aux Etats-Unis était environ d'une tonne par habitant, dont 70 kilos directement, le reste subissant la «transformation animale». A noter qu'il faut 7 grammes de protéines végétales pour faire un gramme de protéines animales.

L'investissement d'«agrobusiness» américain est de l'ordre de 30 milliards de dollars, 3 fois plus le niveau de 1960. Pour faire face à l'opposition dans le Tiers-Monde, tous les moyens sont bons. En 1973, face à la tentative de plusieurs pays producteurs de bananes, United Brands a versé 1,25 million de dollars comme pot-de-vin au président du Honduras, Lopez Arellano. Del Monte a payé environ 500 mille dollars à un homme proche du président guatémalien.

Mais la résistance des paysans est de plus en plus forte. Les paysans mexicains défendent leur terre fusils en mains. Dans les Philippines, Del Monte est obligé de construire des barrières protégées par des gardiens armés. Il utilise des insecticides, envoyés par avion, pour chasser les paysans.

En bref... En bref...

TCHÉCO-SLOVAQUIE

UN NOUVEAU DOCUMENT DES SIGNATAIRES DE CHARTE 77

Les signataires de Charte 77 viennent de rendre public un document qu'ils ont adressé au gouvernement tchécoslovaque sous le nom de «document N° 10». Dans ce document, ils demandent de mettre fin aux «tensions... dans le domaine des droits civiques et de l'usage des libertés démocratiques».

ANGLETERRE

UNE DÉROUTE POUR LE PATRI TRAVAILLISTE est venue des urnes en Écosse : il a perdu 130 sièges aux élections locales principalement au profit du parti nationaliste. Le Labour perd le contrôle de la ville de Glasgow, les conservateurs prennent le contrôle d'Édimbourg, les deux principales villes d'Écosse.

La diplomatie US en Afrique

SAUVER L'AFRIQUE DU SUD EN SACRIFIANT LA RHODESIE

Cependant c'est la seule solution pour le régime d'Afrique du Sud, comme pour les USA. De toute manière Smith partira et l'apartheid sera renversé, c'est une certitude depuis l'extension de la guerre populaire en Rhodesie et les soulèvements populaires en Afrique du Sud. Pour sauver l'Afrique du Sud, les États-Unis exigent de plus en plus fermement qu'elle abandonne l'apartheid. Mais des pertes les plus spectaculaires sont accomplies en direction des mouvements de libération de Zimbabwe.

100 MILLIONS DE DOLLARS POUR LES RÉFUGIÉS ?

Il y a une semaine Owen, le responsable US à l'ONU, annonçait sa participation à un meeting de soutien aux mouvements de libération à Lusaka.

Aujourd'hui c'est le comité pour les relations internationales de la Chambre qui présente son rapport sur la politique américaine en Afrique. Deux propositions sont

Le vice-président américain, Mondale va effectuer un second voyage en Europe au cours duquel il devra rencontrer Vorster à Vienne (Autriche). L'essentiel de leurs entretiens portera sur l'établissement du pouvoir de la majorité noire en Rhodesie et sur la question de l'indépendance de la Namibie, colonisée par l'Afrique du Sud.

C'est une nouvelle tentative pour que Vorster non seulement accepte les plans de règlement pour la Rhodesie, ce qu'il a déjà fait, mais encore collabore avec les USA pour les faire partager par les colons rhodésiens. Ce qu'il a toujours refusé de faire.

particulièrement importantes :

1— 100 millions de dollars devraient être attribués aux «pays de première ligne», la Zambie, la Tanzanie, le Mozambique, le Botswana et - dès qu'il y aura des relations diplomatiques - l'Angola. Cette somme serait destinée à compenser les pertes économiques subies et les dépenses causées par l'accueil des réfugiés.

Ces 100 millions de dollars seraient en fait le fonds initialement prévu pour indemniser les blancs après l'accession des noirs à la majorité, créé par Kissinger.

Ainsi un fort courant aux USA se propose de s'engager très avant pour rester

présent, même en cas de défaite des piliers traditionnels de la politique US en Afrique.

2— Mobutu, que la presse US appelle «le mauvais cheval» serait d'après ce rapport, une victime de cette politique. Le comité considère que la question de Mobutu laisse à désirer et il propose de réduire l'aide au Zaïre et de ramener à 15 millions de dollars l'aide militaire prévue à 30 millions.

Plutôt que de heurter de front le mouvement de libération, les USA cherchent à se le concilier pour faire pièce aux manœuvres

soviétiques, tout en évitant l'épreuve de forces avec lui.

Face aux peuples ils cherchent à leur faire accepter l'Afrique du Sud en la faisant moins brutalement raciste, c'est pourquoi ils soutiennent au moins officiellement - et de façon spectaculaire - le mouvement contre l'apartheid en Afrique Australe.

LE VOYAGE EUROPÉEN DE MONDALE

Le voyage européen de Mondale du 16 au 22 mai le conduira, à Lisbonne, à Madrid, à Belgrade et à Londres. En dehors de l'Angleterre, le pays européen le plus proche des USA, le voyage visite des pays européens importants pour la politique US, hors de la CEE. Ce sera sans doute l'occasion de compléter la politique imposée à Londres par Carter par une politique qui couvre toute l'Europe.

Rencontres Vietnam-USA

PLUS D'OPPOSITION US A L'ENTRÉE DU VIETNAM A L'ONU

Rencontres entre les Vietnamiens et les Américains : ces derniers ne peuvent plus empêcher l'admission du Vietnam à l'ONU, mais ils refusent de payer les dommages de guerre



Depuis mardi, des pourparlers ont repris, à Paris, à l'ambassade du Vietnam, entre le secrétaire d'État US adjoint pour les Affaires Étrangères du Vietnam, M. Phan Hien. Il s'agit de normaliser les relations entre les deux pays. A l'issue de la première phase des discussions, on apprenait mercredi soir, que les Etats-Unis ne s'opposeraient plus à l'entrée du Vietnam à l'ONU.

ZAÏRE

Selon des informations parues dans la presse yougoslave, mais provenant de Luanda, les troupes angolaises et cubaines massées à la frontière zaïroise ont reçu des renforts et ont été mises en état d'alerte. Ces mesures auraient été prises après que les autorités zaïroises de Kinshasa aient demandé l'envoi aux frontières d'observateurs africains neutres.

DANEMARK

LE CONTRAT DU SIECLE a été signé par le ministre danois de la Défense, mercredi. La part du Danemark est de 58 avions F16, achetés aux USA.

SALT

LES ETATS UNIS NE PROPOSENT RIEN DE NOUVEAU pour la conférence qui doit s'ouvrir en mai à Genève en mai prochain a annoncé Cyrus Vance dans une conférence de presse.

ALLEMAGNE

DES TROUPES US vont s'installer dans le Nord de l'Allemagne de l'Ouest. 4 000 hommes vont cantonner d'ici fin 1978 à Garstadt.

ENQUÊTE

«Réformes» de la Sécurité Sociale attaques contre la sante des travailleurs

De la création de la Sécurité Sociale en 1945 aux mesures Veil en 1977, plusieurs trains de mesures sont venus remettre en cause des acquis de la classe ouvrière. Des principes qui présidèrent à la création de la Sécurité Sociale (compenser les conséquences pour les travailleurs de l'organisation capitaliste du travail sur

sa santé et sa vieillesse) aux déclarations de divers représentants patronaux et réformes gouvernementales il y a toute la logique du profit et la volonté délibérée de la bourgeoisie de tout centraliser, de gommer tout ce que les masses travailleuses ont arraché par leurs luttes.



LES TOURNANTS SUCCESSIFS : LES ORDONNANCES DE 67

Si les Ordonnances de 1967 et leur application ne marquent pas le début des remises en cause de la Sécurité Sociale, elles n'en constituent pas moins la première attaque massive, de fond, contre cette institution. Les objectifs visés pour l'essentiel étaient :

- Retirer aux représentants des salariés la gestion du régime général : Avant 67 ce sont les délégués des salariés qui constituaient la majorité des membres des Conseils d'Administration. La moitié des sièges revenant alors au CNPF. Même si l'on sait que c'est à l'intérieur de ce type d'organisme que fleurit l'arrivisme, qu'un certain nombre de délégués syndicaux cèdent peu à peu aux «douceurs sirènes» de la corruption par la bourgeoisie que siègent en administrateurs bourgeois, de nombreux révisionnistes du PCF, réformistes du PS et jeunes de FO, CFTC, CGC... Les «Ordonnances» n'en constituaient pas moins la manifestation de la volonté de la bourgeoisie d'écartier encore un peu plus les travailleurs de tout regard au fonctionnement de la Sécurité Sociale. Et ainsi, c'était pour l'État bourgeois et le CNPF se donner à eux-mêmes et eux seuls le soin de s'occuper à leur manière, du budget et des orientations de la Sécurité Sociale.

- Réduire le montant du remboursement des actes médicaux et des frais de pharmacie : médicaments non remboursables ou rem-

boursables à des taux inférieurs (70%) et actes remboursés à 75% au lieu de 80%. Il y eut établissement d'un minimum vieillesse dérisoire attribué en fonction d'un nombre d'années passées à cotiser, ôtant à de nombreux vieux travailleurs la possibilité, d'y avoir droit... C'était également soumettre l'attribution des prestations familiales à des conditions de ressources. De nombreux travailleurs ne purent y prétendre parce que se trouvant au-delà du «seuil de pauvreté»... fixé par le gouvernement ! Déjà se profilait l'obligation pour les travailleurs de souscrire une «assurance complémentaire» (avec des mutuelles) ne couvrant jamais la totalité des frais engagés !

C'était aussi établir un plafonnement des cotisations qui aura pour effet de toucher plus les «petits salariés» que les gros revenus...

AU FRAIS DES COTISATIONS OUVRIÈRES

Par deux décrets (datant de 73 et 74) l'État s'est progressivement soustrait au financement du déficit des régimes spéciaux de salariés et non salariés. Ainsi c'est le «Régime Général» qui prendra en charge la totalité de la compensation entre régimes d'ici le 1^{er} janvier 78 !

Ainsi dans le même temps où les dépenses de santé des travailleurs s'accroissent sous l'effet de l'aggravation de la crise de l'impérialisme français, des restructurations et de l'aggravation de l'exploitation capitaliste, que cette crise implique, c'est la santé des travailleurs et d'eux seuls qui va devoir en faire les frais. Ils auront à financer par les cotisations puisées sur leur salaire l'ensemble du budget de la Sécurité Sociale ! Il est à noter d'ailleurs que le Régime Général finance le déficit des régimes de salariés dont l'activité professionnelle est remise en question par les choix politiques de l'impérialisme français. Ainsi la politique énergétique qui est suivie amenant à la liquidation de l'industrie charbonnière, va-t-elle (en supprimant des milliers d'emplois et en aggravant les conditions de travail des mineurs qui restent à la mine) diminuer la possibilité de financer par les seules cotisations salariales les prestations pour l'assurance

maladie des travailleurs (dont les besoins en ce domaine sont de plus en plus grand !).

C'est la même logique pour les salariés agricoles et pour ceux des chemins de fer (où l'on parle de remettre en cause la «caisse de prévoyance»). D'un autre côté le régime général finance aussi des régimes de non-salariés pour lesquels l'évaluation des revenus est «mal aisée» et où toute possibilité demeure de sous-évaluer le montant des cotisations ! Aussi, les «exploitants agricoles» où l'on trouve les petits paysans et les grands propriétaires fonciers dans la même catégorie.

Et puis ce type un peu particulier de «non-salariés» que sont les militaires au secours desquels métallos, sidérurgistes et autres salariés doivent voler ! Même chose pour les clercs de notaires... On voit de la sorte le coût que doivent supporter les travailleurs.

VEIL ALOURDIT LA NOTE

Avec l'année 1976 la note pour les travailleurs vient encore s'alourdir ! Deux relèvements des cotisations ont eu lieu en janvier et en octobre. Ils contribuent encore un peu plus à diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs déjà bien augmenté par l'inflation, le chômage... cela aggrave encore le caractère de moins en moins «sécurisant» et de moins en moins «sociale» de cette machine bureaucratique qu'est la sécurité sociale.

Cela contribue également à accroître l'inégalité entre salaires (et revenus) devant le fonctionnement de cet organisme en prélevant, en proportion, plus sur les salaires inférieurs ou égaux au «salaire plafond» fixé par le gouvernement, que sur les salaires qui lui sont supérieurs !

Ainsi la part de cotisations pour un salaire égal ou inférieur au plafond 3 610 F en 77 représente 7,95% du salaire, 6,14 pour 5 000 F, et 3,82% pour 10 000 F !

Les derniers mauvais coups, les dernières mesures de crise, c'est tout le dispositif Veil visant à diminuer les prestations maladies et accidents de travail «accordées» aux salariés (qui pourtant payent pour elles).

C'est l'augmentation des frais d'hospitalisation et paiement obligatoire par tout travailleur hospitalisé d'un forfait journalier. C'est aussi la réduction depuis février 77 du remboursement de la plupart des actes para-médicaux (65% au lieu de 75%) et la réduction du remboursement de plusieurs centaines de médicaments, indemnités journalières réduites en cas d'hospitalisation (sans considération des différentes situations familiales).

C'est encore le relèvement du taux de cotisations pour les salariés actifs de plus de 65 ans, mais la tendance qui s'accroît est celle aux «assurances privées» avec la prise en charge par les compagnies d'assurance automobile des coûts concernant les accidents de trajet

(jusqu'à pris en charge par la Sécurité Sociale) en tant qu'accident de travail. C'est enfin la chasse aux «absentéistes» par un contrôle plus rigoureux des médecins et hôpitaux.

LA SIGNIFICATION DE TOUTES CES MESURES ET «RÉFORMES»

Pour y voir clair il faut rapporter toutes les attaques dont est l'objet la Sécurité Sociale, aux difficultés économiques de la bourgeoisie. Si l'institution jusqu'en 67 a survécu bon en mal en, il faut en rechercher les raisons principalement dans le développement relativement serein de l'impérialisme français et le mythe gaullien du «consensus social», du modèle de consommation, qui d'ailleurs voleront en éclat en 68.

Il est bon de rappeler que toutes les réformes gouvernementales des «Ordonnances» de 67, mesures Veil ont été précédées par des rapports émanant directement du patronat (AGREF en 72 précédant les mesures Veil, CNPF en 65 précédant celle de 67, rapport Chotard 77) qui indiquent la «marche à suivre» !

Dès 1967 le patronat a voulu présider aux destinées de la Sécurité Sociale et s'en est donné les moyens, l'État bourgeois a refusé à partir de 73 de renflouer les caisses des régimes dont les salariés subissaient les effets des restructurations qui s'imposaient à la bourgeoisie dans les mines, les chemins de fer, à la campagne, etc.

Le résultat c'est le déficit du régime général des salariés pour la maintenance duquel, comme assurance réduite à son strict minimum, la bourgeoisie décide d'augmenter les cotisations salariales, et de diminuer considérablement les remboursements, d'aggraver les conditions de travail, et de rémunération des employés de la Sécurité Sociale.

En somme les bourgeois restructurent et ce sont les travailleurs qui payent !

Toutes ces mesures sont donc des mesures de crise et à combattre en tant que telles ! L'État veut se débarrasser de tout financement des dépenses de santé des travailleurs. Ils paieront pour leurs camarades au chômage qui ne cotisent pas (mais aussi pour les entreprises qui ne payent pas leurs dettes à la Sécurité Sociale) !

LE BUT VISÉ

On va vers la regression à une «assurance (extrêmement) minimum» financée exclusivement par les travailleurs destinée à ceux d'entre eux qui sont les plus démunis. Le but final étant la limitation des dépenses sur la création d'un plafond maximum de couverture au-delà duquel les remboursements ne seront plus effectués : les assurances privées y veilleront.

Camarades de la Sécurité Sociale (Paris)

LE «PROFIL DES ASSURÉS»

Le résultat de la mise en place du «profil médical» ne s'est pas fait attendre. Bientôt c'est le «profil des assurés» qui se mettra en place, tenant la comptabilité très serrée des dépenses de santé des assurés autorisant pour chacun une limitation au-delà du seuil fixé. Laisser passer cela, ce serait accepter Securex généralisé et «nationalisé» !

«Vous êtes-vous jamais demandé pourquoi, la bourgeoisie voulait diminuer la «couverture sociale» de la Sécurité Sociale ?»



«Parce que le CNPF appuie le développement des «assurances-santé» privées et autres «super-garanties-hospitalières», n'est-ce pas ?»

Acceptation garantie si vous avez moins de 75 ans. Pas de risque. Pas d'obligation. Pas de questionnaire-santé.

GROUPE CONCORDE
LIBRE-REPOSÉ N° 402, 75443 PARIS CEDEX 09

1. Écrivez en lettres capitales vos nom, prénom, adresse (à côté de votre nom)
N° de téléphone (à côté de votre nom)
Profession

2. Choisissez votre contrat (à côté de votre nom)
a) PLAN 1
b) PLAN 2
c) PLAN 3

3. Indiquez la couverture que vous choisissez (à côté de votre nom)
a) Je suis assuré(e) par ailleurs
b) Je ne suis pas assuré(e) par ailleurs
c) Je suis assuré(e) par ailleurs, mais je souhaite être assuré(e) par vous

4. Liste de toutes les personnes à assurer, y compris vous-même

Nom et Prénom	Profession	Sexe	Date de naissance

5. La date de mon contrat sera le 1^{er} de...
a) le 1^{er} de...
b) le 1^{er} de...
c) le 1^{er} de...

6. La date de mon contrat sera le 1^{er} de...
a) le 1^{er} de...
b) le 1^{er} de...
c) le 1^{er} de...

7. La date de mon contrat sera le 1^{er} de...
a) le 1^{er} de...
b) le 1^{er} de...
c) le 1^{er} de...

8. La date de mon contrat sera le 1^{er} de...
a) le 1^{er} de...
b) le 1^{er} de...
c) le 1^{er} de...

9. La date de mon contrat sera le 1^{er} de...
a) le 1^{er} de...
b) le 1^{er} de...
c) le 1^{er} de...

10. La date de mon contrat sera le 1^{er} de...
a) le 1^{er} de...
b) le 1^{er} de...
c) le 1^{er} de...

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET
Samedi 6 mai 1971



En réponse à une affiche anonyme placardée sur les murs de Paris le 4 mai, émanant de la propagande versaillaise et demandant au nom des femmes que soit signée l'armistice, l'Union des Femmes, dont nous avons déjà vu l'action antérieurement, lança ce manifeste-affiche qui est l'un des textes les plus riches et les plus avancés politiquement de la Commune :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ
COMMUNE DE PARIS

MANIFESTE

DU
COMITÉ CENTRAL DE L'UNION DES FEMMES
POUR LA DÉFENSE DE PARIS ET LES SOINS AUX BLESSÉS

Au nom de la Révolution sociale que nous acclamons, au nom de la revendication des droits du travail, de l'égalité et de la justice, l'Union des Femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés proteste de toutes ses forces contre l'indigne proclamation aux citoyennes, parue et affichée avant-hier, et émanant d'un groupe anonyme de réactionnaires.

Ladite proclamation porte que les femmes de Paris en appellent à la générosité de Versailles et demandent la paix à tout prix...

*La générosité de lâches assassins !
Une conciliation entre la liberté et le despotisme, entre le Peuple et ses bourreaux !*

Non, ce n'est pas la paix, mais bien la guerre à outrance que les travailleuses de Paris viennent réclamer !

Aujourd'hui, une conciliation serait une trahison !... Ce serait renier toutes les aspirations ouvrières, acclamant la rénovation sociale absolue, l'anéantissement de tous les rapports juridiques et sociaux existant actuellement, la suppression de tous les privilèges, de toutes les exploitations, la substitution du règne du travail à celui du capital, en un mot, l'affranchissement du travailleur par lui-même !...

Six mois de souffrances et de trahison pendant le siège, six semaines de lutte gigantesque contre les exploités coalisés, les flots de sang versés pour la cause de la liberté sont nos titres de gloire et de vengeance !...

La lutte actuelle ne peut avoir pour issue que le triomphe de la cause populaire... Paris ne reculera pas, car il porte le drapeau de l'avenir. L'heure suprême a sonné... place aux travailleurs, arrière à leurs bourreaux !...

*Des actes, de l'énergie !...
L'arbre de la liberté croit arrosé par le sang de ses ennemis !...*

Toutes unies et résolues, grandies et éclairées par les souffrances que les crises sociales entraînent toujours à leur suite, profondément convaincues que la Commune, représentante des principes internationaux et révolutionnaires des peuples, porte en elle les germes de la révolution sociale, les Femmes de Paris prouveront à la France et au monde qu'elles aussi sauront, au moment du danger suprême, aux barricades, sur les remparts de Paris, si la réaction forçait les portes, donner comme leurs frères leur sang et leur vie pour la défense et le triomphe de la Commune, c'est-à-dire du Peuple !

Alors, victorieux, à même de s'unir et de s'entendre sur leurs intérêts communs, travailleurs et travailleuses, tous solidaires, par un dernier effort anéantiront à jamais tout vestige d'exploitation et d'exploiteurs !...

**VIVE LA RÉPUBLIQUE SOCIALE ET UNIVERSELLE !...
VIVE LE TRAVAIL !...
VIVE LA COMMUNE !...**

Paris le 6 mai 1871

La Commission exécutive du Comité Central
LEMEL,
JACQUIER,
LEFEVRE,
LELOUP,
DMITRIEFF

VIE DU JOURNAL

10 millions pour le développement du Quotidien du Peuple

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom
Prénom
Adresse

Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois)

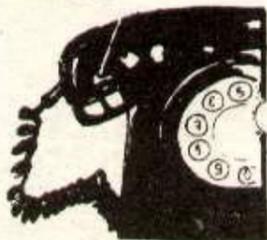
manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

MANIFESTE POUR LE SOCIALISME PRIX 8 F

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN



636.73.76.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

« POUR COMPLÉTER LE REPORTAGE SUR LA JUSTICE »

Voici une petite histoire pour alimenter le reportage sur la justice.

En novembre 74, j'ai été interpellé par les flics alors qu'avec un groupe de camarades, nous écrivions sur les murs des mots d'ordre de soutien aux postiers.

Les flics m'ont cassé la gueule (torse nu dans la rue). Ils se sont arrêtés quand ils ont compris que je connaissais la loi. Mais ils m'ont promis « violence à agents » et « dégradation de monuments ».

Aucune nouvelle jusqu'en octobre 76. Les gendarmes arrivent pour me « mettre en prison ». En effet, j'ai été jugé, condamné sans être prévenu. En somme, je n'ai pas payé les 1 600 F d'amende, c'est la prison ! Naturellement, je n'avais pas été prévenu de l'amende

non plus ! Tout ça pour « dégradation ». Les flics ont laissé tomber « violences à agents ». Ils ont dû réfléchir et se douter que j'aurais un certificat médical...

Naturellement, c'était du bluff. Ils me relâchent et je fais opposition. L'affaire devait passer en décembre. Mais deux jours avant le procès, mon avocat ne trouve aucun dossier au Parquet !... et l'affaire n'est pas passée à l'heure où j'écris !

Que penser de ce charmant juge qui a signé ma condamnation à 1 600 F ? (alors que le maximum prévu pour une « dégradation » est d'environ 600 F !)

Qu'il fait bien le boulot pour lequel il est payé par la bourgeoisie (...)

D.D. Besançon

FRONT ROUGE N° 15 EST PARU
Passez vos commandes à
BP 68 75019 PARIS 6 F



SOMMAIRE

Editorial.....	p. 3
Mouvement de rectification :	
Quelques éléments de bilan.....	p. 5
Manifestation et Rassemblement Communiste :	
Plein succès de la journée du 3 avril.....	p. 11
La Commune :	
Le prolétariat au pouvoir.....	p. 14
Renault-Billancourt :	
A l'heure de la défense des nationalisations.....	p. 20
Avant le Congrès du PS :	
Le rôle du CERES.....	p. 24
Histoire du mouvement ouvrier :	
Aux origines du 1 ^{er} Mai.....	p. 27
Les « Ballets de Changhaï » :	
Un exemple d'art révolutionnaire.....	p. 30
Les multinationales :	
Impérialisme et firmes multinationales.....	p. 31
D'Helsinki à Belgrade :	
Deux ans de rivalité accrue.....	p. 35
Inde :	
Un tournant historique.....	p. 41

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

3^e épisode

A quatorze ans, mon frère eut deux passions : son amitié pour Henri, ce qui était sa passion noble, et des patins à roulettes, qu'il chaussait dès son retour du collège. Pendant des mois nous entendîmes chaque soir le roulement des patins le long du trottoir, dans la rue. Le dimanche, il se levait tôt, déjeunait vite, rentrait à midi pour repartir jusqu'au soir et se coucher tremblant de fatigue. Un matin, par curiosité, je me rendis derrière les Quinconces. La brume froide effaçait le toit des maisons, les branches des arbres noirs étaient givrées et les réverbères brûlaient encore. Je m'inquiétai pour Lucien et décidai de le ramener avec moi. Je l'aperçus seul dans le brouillard glacé, avec son petit pardessus beige qui s'arrêtait aux cuisses, ses chaussettes tirées sur les genoux et les patins aux pieds. Il avait quitté son écharpe rouge, je la vis par terre, près d'un arbre. Je le regardai, le jarret creusé, la peau de ses cuisses nues rougie, les bras en avant, prêt à s'élancer. Je devinai son bonheur, ce vagabondage dans la brume, la douceur de la solitude, de la vie endormie, la sensation de la liberté retrouvée, l'ivresse de courir devant soi, sans obstacle, les yeux mouillés de froid, les mains glacées, les pieds brûlants. Je pensai à son retour dans la cuisine, la grand-mère tricotant, moi lisant, et lui flottant entre nous deux.

Plusieurs fois, j'essayai, les après-midi, de l'accompagner. Assise au milieu des mères, j'attendais six heures, patiemment, son goûter sur les genoux, trouvant toujours quelqu'un à écouter. Mais je dus renoncer même à ce plaisir, car, sur le chemin du retour, il m'accusait de le surveiller, de l'épier, de l'agacer, menaçait de changer d'endroit, de ne plus sortir si je devais le suivre partout.

La grand-mère et lui se disputaient souvent. Elle l'accablait de reproches futiles, il lui répondait avec insolence. Quelque temps encore il nous parla d'Henri, mais avec pudeur, la voix changée, timide. Cette retenue me fit sentir combien il l'aimait. Je connus cet Henri un jour, à la sortie du collège. Plus âgé que Lucien, sa froideur lui tenait lieu d'autorité. Il parlait lentement, la voix grave. Il m'intimida beaucoup, bien qu'il n'eût que dix-sept ans. Il me trouva, paraît-il, petite. A vingt ans, il est vrai, je paraissais très jeune. J'étais orgueilleuse de ma fadeur, je m'habillais sans couleurs et me satisfaisais de n'être pas « comme les autres ».

— Toi, me dit plus tard Lucien, tu n'es exceptionnelle que pour toi-même.

Les Jeux du collège approchaient. Ils avaient lieu le dernier dimanche de mai. Henri, l'athlète entraîné, préparait la fête gymnique, et mon frère espérait en être la vedette. Il exerçait ses muscles, le soir, quand il nous croyait en bas. Il était sûr d'être choisi ; il m'en parlait, mais avec détachement, comme de tout ce qu'il aimait. Il n'eut pas cet honneur. Henri prit un certain Cazale, meilleur que Lucien sans doute.

— Je dois me hisser au portique et prendre la pause, m'avoua-t-il. Cazale grimpe à la perche et il commence ses acrobaties. Moi, je suis près de lui et je n'ai rien à faire qu'à l'aider deux fois à se redresser. Je sers de chandelier. Je ne jouerai pas.

(à suivre)

LIRE

«BREIZH HIZIV» Anthologie de la chanson en Bretagne

De Philippe DURAND

«Quand en juin 1961, les tracteurs s'emparent de la ville de Morlaix, les chansons qui, par tradition, naissent de l'histoire en train de se faire, sont composées en brezhoneg», rappelle Philippe Durand dans l'introduction de son Anthologie de la Chanson en Bretagne*. En ces années soixante desquelles date, selon Philippe Durand, le renouveau de la conscience bretonne, le peuple breton retrouve sa langue pour exprimer sa révolte, ses espoirs. C'est le début d'une prolifération de chansons politiques, en même temps que de la redécouverte des chants populaires traditionnels. La chanson aura au fil des années une fonction militante de plus en plus claire. C'est le sens de ces paroles de

Ionn Prigent. Citées par Philippe Durand : «O barde ! chaque note de ta chanson doit frapper droit au cœur ; chaque mot de ton poème faire lever un homme, chaque rime doit défricher une lande, chaque vers fondre cent cœurs en un bloc d'amour et de bataille...»

L'anthologie de Philippe Durand rassemble des chansons écrites ces quinze dernières années. D'auteurs connus (Kirjuhel, Servat, Gweltaz, S. Kerval, Stivell, etc.) ou moins connus ou encore anonymes, ces chansons évoquent pour la plupart l'actualité et ses conflits, la vie des travailleurs, l'exode loin de la Bretagne, les grèves (le Joint Français,

Transocéan...), les affrontements avec les CRS...

Cette anthologie constitue un riche témoignage de la lutte des Bretons contre l'oppression capitaliste centralisatrice et aliénante.

* «Beizh Hiziv (Bretagne aujourd'hui) - Anthologie de la Chanson en Bretagne» de Philippe Durand. Ed. P.J. Oswald. Edition partiellement bilingue.

Signalons aux mêmes éditions, la réédition de l'anthologie poétique de Yann-Ber Piriou : «Défense de cracher par terre et de parler breton». Anthologie bilingue.

A Nantes est faite chanson nouvelle
Vive la grève, vive la grève
A Nantes est faite chanson nouvelle
Vive la grève des pouilleux
Sur la grève des ouvriers
Vive la grève, vive la grève
A l'usine du Joint Français
Vive la grève à Saint-Brieuc

Le colonialisme éclate
Dans cette usine-pirate
Des Français sont les patrons
Les ouvriers sont des Bretons

Au début ils étaient mille
Mais leur force était fragile
Avec le peuple breton
Se sont trouvés trois millions

Les travailleurs solidaires
Dans la lutte populaire
Les vieux centralisateurs
Et les patrons ont eu peur

Quand ils ont vu dans la rue
Drapeaux rouges et gwenn ha du
Réunis par la colère
De la chlourme de leurs galères

Paysons des grèves du lait
Ouvriers du Joint Français
Vos actes sont la semence
D'un germe notre espérance

A Nantes est faite chanson nouvelle
A Nantes est faite chanson nouvelle
Sur la grève des ouvriers
A l'usine du Joint Français

Paroles : bilingue, interprétation : GILLES SERVAT.



Programme télé

VENDREDI 6 MAI

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Gulp
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Bonsoir chef. Feuilleton
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Au théâtre ce soir : les choutes. Comédie
22 h 20 - Allons au cinéma
22 h 50 - TF 1 actualités

A 2

18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire

20 h 00 - Le journal
20 h 30 - Un juge, un flic (4) Série policière
21 h 35 - Apostrophes. Les best-sellers face à la critique
22 h 45 - Les nouvelles
22 h 50 - Ciné-club : Que viva Mexico. Film de montage

FR 3

18 h 45 - Histoire de France
18 h 50 - Des livres pour nous. L'aviation
19 h 05 - Des talents et des gens
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre. La libre pensée
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Vendredi. Service public : l'héritage
21 h 30 - Les grandes batailles du passé. Naseby (1645)
22 h 25 - FR 3 actualités

ce temps qu'on nous vole

les petits matins de l'Alsace ouvrière

L'Alsace a perdu en 20 ans 140 000 emplois (dans l'agriculture : - 86 000, dans l'industrie : - 55 000). Dans le même temps, il n'y a eu que 70 000 emplois industriels créés (chiffres officiels), alors que la population active a augmenté de 45 000 personnes environ. 80 000 emplois ont été créés dans le secteur tertiaire, le reste de la population active est constituée par les travailleurs frontaliers : 28 000 (13 000 en Allemagne et 15 000 en Suisse) bien sûr les chômeurs : 30 000 environ, chiffres bien sûr en continuelle augmentation.

Ceux qui payent le plus lourd tribut au chômage, ceux qui sont le plus souvent contraints à l'abandon du village natal, avec les trajets longs et épuisants, sont les travailleurs du Nord de l'Alsace (pétrole), du Nord-Ouest (chaussure), du Sud (potasse) des vallées vosgiennes (textile), et dans toutes ces régions, les petits paysans acculés à l'exode.

C'est de ces parties de l'Alsace, particulièrement victimes de la restructuration économique et de l'aménagement capitaliste du territoire, que vien-

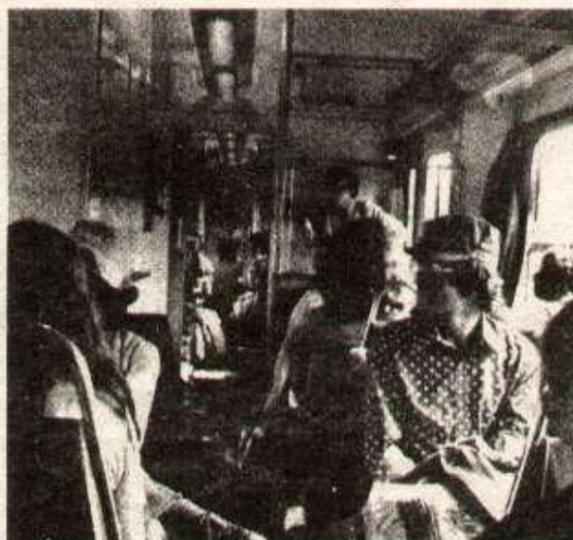
nent aussi l'essentiel des travailleurs frontaliers. Dans le Nord de l'Alsace, un salarié sur cinq travaille en Allemagne !

A titre indicatif, jusqu'en 1960, les Allemands venaient au nombre de quelques centaines, travailler en Alsace. Les frontaliers Bas-rhinois, travaillant en Allemagne étaient, quant à eux, tout juste 50, et seulement 798 Haut-rhinois travaillaient en Suisse (Bâle). Ils sont maintenant 28 000 à la merci de la moindre réduction de personnel de l'autre côté de la frontière, déjà 4 à 5 000 d'entre eux en ont été victimes. Si l'on ajoute ces chômeurs potentiels aux chômeurs déjà existants, on atteint presque les 60 000 !

L'Alsace compte aussi beaucoup d'ouvriers-paysans ; nombreux sont ceux qui viennent des vallées vosgiennes, ou de l'Alsace du Nord, travailler chaque jour à Strasbourg, ou à Peugeot-Mulhouse pour ceux du Sundgau, cela au prix souvent d'une centaine de kilomètres aller et retour, en cars de ramassage ou en train.

Roger, René, Jean-Marie, O.S. à la G.M.

Eloigné du centre de Strasbourg de 4 kilomètres, la G.M. s'est implantée il y a environ dix ans dans la zone industrielle du Port du Rhin-Usine style USA (grillage tout autour, milice privée, service de secouristes et de



« Je me lève à 3 h 45 et je rentre à 15 h 45. Même les poules se lèvent plus tard que moi ! 8 h 15, 8 h 30, et c'est déjà trop tard. Et encore, je fais un gros effort pour ne pas dormir l'après-midi ! C'est surtout par rapport à ma femme et aux enfants. On me parle de progrès, mais moi, je vois que tout va plus mal. Maintenant, je n'ai même plus de vie de famille. Je ne regarde même plus la télé, et tout cela pour un salaire de 1 850 F par mois ! Aujourd'hui, on commence à 6 h à la GM pour terminer à 14 h 30 ! Ils pourraient au moins réduire l'horaire d'une demi-heure, et payer le temps de repas ! Au contraire, ils ont voulu nous faire commencer à 5 h. Heureusement que la grève l'a empêché ! »

pompier autonome)... Le matin à 3 h 25, une dizaine de bus arrivent, contournent lentement l'immense parking privé et viennent stationner devant la porte...

● Jean habite Mussig (près de Marckolsheim, à 30 kilomètres de Strasbourg). Il se lève à 3 h 30 du matin. Il rentre chez lui à 16 h 30. Il a un C.A.P. de mécanicien, mais il n'a pas trouvé de travail sur place, même pas une place d'O.S. Il est resté au chômage pendant cinq mois. Un copain l'emmena à Sélestat en voiture d'où il prend le bus de la General Motors jusqu'à l'usine. Le

soir, bus G.M. jusqu'à Sélestat et de Sélestat jusqu'à Mussig en auto-stop.

● Roger. Il vient de Colmar, à 60 kilomètres de Strasbourg. Il fait Colmar-Sélestat en voiture, et Sélestat jusqu'à l'usine en bus. Il part de chez lui à 3 h 30 du matin et rentre chez lui à 16 h 15. Il a été quatre mois au chômage, il n'a rien trouvé à Colmar, alors il est allé à la G.M. travailler à la chaîne.

● René. Il vient de Roffendorf, au Nord de Strasbourg. Il se lève à 3 h 45 du matin. Il rentre chez lui à 15 h 45. C'est un ancien marinier qui a trouvé provisoirement du travail à la G.M. Il a été marinier pendant dix-sept ans, mais il a dû vendre son bateau car il a fait faillite. Autrefois, il trouvait un transport à faire en huit jours. Maintenant, il faut attendre jusqu'à six semaines.

● Jean-Marie. Jean Marie vient de Penfeld, à une trentaine de kilomètres de Strasbourg. Il travaillait autrefois à Penfeld, mais la boîte a fait faillite après un incendie. Il travaille désormais à la G.M.

● Citons le cas d'un cheminot d'Ingwiller. Il se lève à

4 h du matin et rentre chez lui à 19 h. Il est allé travailler à la SNCF, car la ferme n'est pas rentable et il faudra une retraite plus tard. ● Un ouvrier de Villé fait, quant à lui, 150 kilomètres pour 5,50 F de frais de déplacements seulement par jour payés par la G.M. !

De nombreux ouvriers viennent encore de Schirmeck, à soixante kilomètres et de Mutzig. Dans cette région qui se meurt, il ne se crée plus d'usines. Parmi les Alsaciens qui vont travailler en Allemagne, certains vont même jusqu'à Karlsruhe, à soixante-dix kilomètres de Strasbourg, chez Singer ou chez Siemens.

Il y a 25 000 travailleurs frontaliers en Alsace. A Strasbourg, débarquent tous les matins plusieurs milliers de personnes en train ou en autobus de Saverne (50 kilomètres), de Sarreguemines (70 kilomètres), d'Ingwiller... Ce sont des employés de bureau, des fonctionnaires, des ouvriers, des vendeuses. A la Sécurité Sociale, des gens viennent de Gempshheim, Marleneheim à 35 kilomètres. De nombreux travailleurs viennent des vallées vosgiennes comme la vallée de la Brûche, ou de la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines où les industries textiles ont fermé leurs portes.

L'exode quotidien des 30 000 frontaliers alsaciens

30 000 travailleurs alsaciens traversent chaque jour la frontière pour aller travailler en Allemagne ou en Suisse. Parmi eux nombre de jeunes et de femmes qui étaient au chômage ou qui veulent gagner un salaire plus décent. Beaucoup viennent des vallées vosgiennes (distances de 40 kilomètres et plus de la frontière) où la crise est venue ajouter ses effets à ceux de la politique déjà engagée de fermeture des usines petites et moyennes et des restructurations de l'industrie textile déjà plus ancienne.

Le ramassage se fait souvent en cars frêtés par les entreprises ; en hiver, par temps de neige et de verglas, le transport est particulièrement long et malaisé. En été, depuis deux ans, le décalage provoqué par le passage à l'heure d'été (qui n'a pas été adoptée par l'Allemagne et la Suisse) occasionne des difficultés supplémentaires : absence de correspondances avec les trains et les bus en France, heures d'école ne concordant plus avec les heures de travail, magasins fermés... De plus, s'ils gagnent en général 50% de plus qu'en France (compte-tenu du change avantageux), les travailleurs frontaliers dépendent de façon directe ou indirecte pour les frais de transports des sommes importantes. En cas de compression de personnel outre Rhin, ils sont les premiers licenciés et ils ne disposent pas des mêmes garanties sociales que les autres travailleurs français

PAR THIERRY WALTER

LORRAINE Le Métrolor et la disparition des omnibus

En Lorraine, la SNCF se flatte d'avoir mis en place une réalisation ultra-moderne : le Métrolor. Apprécié pour son caractère pratique par les travailleurs qui l'empruntent, le Métrolor a servi les besoins de drainage de main d'œuvre des maîtres de forge. Pendant que de nombreuses usines fermaient, obligeant leurs ouvriers à s'expatrier pour trouver du travail, les barons de l'acier ont étendu de plus en plus loin leur réseau, et parallèlement, le progrès qu'aurait pu représenter le Métrolor s'est traduit par un allongement des trajets et un accroissement de la fatigue pour les travailleurs lorrains !

En 1970, les pouvoirs publics, avec la SNCF, ont mis en place un train direct entre les 3 plus importantes villes de Lorraine : Thionville, Metz, Nancy avec trois arrêts intermédiaires. Outre l'objectif de la bourgeoisie d'exploiter à fond la vallée de la Moselle avec sa sidérurgie alors en pleine expansion, il s'agit aussi de relancer le prestige de Raymond Mondon, le maire de Metz, ministre R.I. des transports. Vu les difficultés de la circulation routière, cette initiative fut bien accueillie par le public. Matériel moderne, confortable et rapide, un train toutes les heures, dans chaque sens ; mais 6 villes seulement desservies alors qu'il y a 20 gares entre Thionville et Nancy.

Une première fournée d'omnibus fut supprimée entre Thionville, Metz et Nancy, car en même temps que la SNCF faisait de la publicité pour Métrolor, elle mettait au point son plan de suppression des lignes d'omnibus. Dans le reste de la région, jugée non rentable pour elle, des liaisons entre Thionville et le bassin de houillier, les régions frontalières comme Sarreguemines sont des voies mal entretenues, des installations vétustes, les lignes omnibus ont été supprimées, et remplacées par des dessertes routières.

En juin 71, c'est la grève des cheminots contre la suppression des lignes, et toute la population est mobilisée. Mais, cette mobilisation populaire n'empêchera pas les directions syndicales de faire reprendre le travail après 15 jours de grève conclus sur l'obtention d'une prime de vacances de 100 F.

LA SUPPRESSION DES OMNIBUS

Un peu plus tard, Sacilor Sollac décide d'acheminer ses ouvriers avec les cars, dans ses principales usines. Les dessertes omnibus de Metz à Omécourt qui étaient en concordance avec les prises de poste, sont supprimées. Les conséquences sont l'allongement du temps de trajet pour les ouvriers de chez De Wendel : les cheminots dont la plupart habitent dans la banlieue de Metz ou de Thionville n'ont pour se rendre à leur travail, que la voiture individuelle. Les voyageurs ne peuvent plus se déplacer tôt le matin, et tard le soir. La presse, les colis sont acheminés en retard. Devant les protestations des cheminots, et de leurs délégués, la SNCF leur propose de voyager dans un wagon incorporé dans un train de marchandises presque toujours en retard, et de plus, seulement entre Metz et Thionville. Dans la vallée de l'Orne, il n'y a plus rien.

LA RÉDUCTION DES DESSERTES CADENCÉES

Devant le succès du Métrolor Thionville-Nancy, les collectivités locales et la SNCF mettent en place une desserte cadencée dans la vallée de l'Orne : inadéquat, gêné par les circulations de marchandises. Conflans-Jarny. Mais seulement dans la journée. Des correspondances entre Metz et Thionville, souvent ne sont pas respectées à cause d'un matériel lent, inadéquat, gêné par les circulations de marchandise. Les voyageurs étaient souvent obligés d'attendre une heure à Hagondange pour se rendre à Metz ou Thionville. Après deux ans, ces dessertes cadencées sont réduites à quelques trains par jour : pour les patrons, les trains de minerai sont plus importants que les trains de voyageurs. Alors qu'il suffisait de moderniser la ligne, pour permettre la circulation de tous les mouvements dans de bonnes conditions. Aujourd'hui, une modernisation est en cours... dans le but de supprimer du personnel à la SNCF.

AUTANT DE TEMPS POUR FAIRE 24 KM QUE POUR FAIRE THIONVILLE-PARIS !

On a vu le prolongement de l'autoroute de Thionville à Metz jusqu'à Nancy et la construction d'un immense viaduc autoroutier qui passe au-dessus de la Moselle à Thionville (et qui, d'ailleurs a été fissuré après quelques semaines de mise en service). Les Trans-Europe-Express ont été doublés ; on les voit passer avec les hommes d'affaires de Bruxelles à Zurich. Mais, dans le même temps, l'express Bruxelles-Milan ne s'arrête plus à Hagondange où habitent notamment de nombreux immigrés italiens qui empruntaient ce train pour aller retrouver leur famille. Et actuellement, pour faire un aller-retour Vokange-Metz (24 km), il faut autant de temps que pour faire un aller-retour Thionville-Paris (1384 km). C'est le progrès de la SNCF pour les hommes d'affaires, pas pour les travailleurs !

Correspondant Thionville